



UNOFI-ASSURANCES

Rapport sur la solvabilité et la situation financière 2019

*Entreprise régie par le code des assurances - société anonyme à Directoire
et Conseil de surveillance au capital de 54 137 500 € entièrement libéré
Siège social : 7/7 bis, rue Galvani - 75017 PARIS - R.C.S. Paris B 347 502 254*

SOMMAIRE

A - SYNTHÈSE	5
A.1 - Chiffres-clés	5
A.2 - Activités et résultats	5
A.3 - Système de gouvernance	5
A.4 - Profil de risque	6
A.5 - Valorisation à des fins de solvabilité	6
A.6 - Gestion du capital	6
B - ACTIVITES ET RESULTATS	7
B.1 - Activité	7
B.1.1 - Cotisations.....	8
B.1.2 - Résultats de souscription	9
B.2 - Résultats des investissements	10
C - SYSTEME DE GOUVERNANCE	11
C.1 - Informations générales	11
C.1.1 - Organisation capitalistique du groupe Unofi	11
C.1.2 - Structure de gouvernance d'Unofi-Assurances	12
C.1.3 - Conseil de surveillance : l'organe de contrôle	13
C.1.4 - Comité d'audit : l'organe d'instruction du conseil de surveillance.....	14
C.1.5 - Directoire : l'organe d'administration et de gestion	16
C.1.6 - Les comités du directoire	17
C.1.6.1 - Comité financier	17
C.1.6.2 - Comité immobilier.....	18
C.1.7 - Comité exécutif	20
C.1.8 - Rémunération des dirigeants et des membres du conseil de surveillance	21
C.1.8.1 - Rémunération des membres du directoire	21
C.1.8.2 - Rémunération des membres du conseil de surveillance	22
C.2 - Exigences de compétence et d'honorabilité	22
C.2.1 - Fonctions-clés.....	22
C.3 - Système de gestion des risques (y compris ORSA)	23
C.3.1 - Comité des risques	24
C.3.2 - Besoin global de solvabilité	24
C.3.2.1 - Respect du principe de la personne prudente	25
C.3.2.2 - Evaluation et suivi du risque de crédit	26
C.4 - Système de contrôle interne et de vérification de la conformité	27
C.4.1 - La gouvernance du système de contrôle interne et de vérification de la conformité	27
C.4.2 - L'organisation des contrôles et les procédures clés du système de contrôle interne.....	27
C.4.3 - La fonction de vérification de la conformité	28
C.4.4 - Activités 2019 de la direction du contrôle interne et de la conformité	29
C.5 - Fonction d'audit interne	29
C.5.1 - Missions réalisées en 2019	29
C.5.2 - La politique d'audit interne	30
C.5.3 - Le plan d'audit interne	31
C.6 - Fonction actuarielle	31
C.6.1 - La fonction actuarielle chez Unofi	31
C.6.1.1 - Périmètre d'intervention	31
C.6.1.2 - Organisation opérationnelle.....	32
C.6.2 - Les activités conduites en 2019.....	32
C.7 - Sous-traitance	32
C.7.1 - Sous-traitance externe	32

C.7.2 - Sous-traitance interne au groupe	33
C.8 - Autres informations	33
D - PROFIL DE RISQUE	34
D.1 - Risque de souscription.....	34
D.2 - Risque de marché	34
D.2.1 - Risques de la formule standard	34
D.2.2 - Risque de spread.....	34
D.2.3 - Risque immobilier	35
D.2.4 - Risque de concentration	35
D.3 - Risque de liquidité	35
D.4 - Risque opérationnel	35
D.5 - Autres risques importants	36
D.5.1 - Risque de non-conformité réglementaire.....	36
D.5.2 - Risque de concurrence.....	37
D.5.3 - Risque d'image.....	37
E - VALORISATION A DES FINS D'EVALUATION DE LA SOLVABILITE	39
E.1 - Méthode de valorisation	39
E.2 - Actifs	39
E.2.1 - Méthode de valorisation des actifs dans le cadre du régime Solvabilité 2	39
E.2.1.1 - Principes adoptés dans le cadre de la valorisation	39
E.2.1.2 - Recours à une délégation de gestion des placements.....	40
E.2.1.3 - Techniques d'évaluation	40
E.2.1.4 - Cas des actifs immobiliers.....	41
E.3 - Provisions techniques	41
E.3.1 - Segmentation	41
E.3.2 - Méthodes de valorisation des provisions en normes solvabilité 2.....	42
E.3.2.1 - Principes de calcul	42
E.3.2.2 - Qualité des données utilisées.....	43
E.3.2.3 - Méthodologie de projection des flux	45
E.3.2.4 - Calcul stochastique.....	45
E.3.2.5 - Fuite de modèle.....	46
E.3.2.6 - Portefeuille non modélisé	46
E.3.3 - Ecart de valorisation des provisions techniques	47
E.3.3.1 - Best estimate	47
E.3.3.2 - Marge de risque.....	47
E.4 - Autres passifs	48
E.5 - Méthodes de valorisation alternatives	48
E.6 - Autres informations	48
F - GESTION DU CAPITAL	49
F.1 - Fonds propres	49
F.1.1 - Ecart d'évaluation entre fonds propres comptables et fonds propres solvabilité 2.....	49
F.1.2 - Structure des fonds propres.....	50
F.1.2.1 - Fonds propres de base.....	50
F.1.2.2 - Fonds propres auxiliaires	50
F.1.2.3 - Prise en compte de transactions intra-groupe	51
F.2 - Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis.....	51
F.2.1 - Constitution du SCR.....	51

F.2.1.1 - Les éléments constitutants	51
F.2.2 - Calcul du MCR.....	52
F.3 - Résultats et évolution N-1 / N	52
F.3.1 - Fonds propres.....	52
F.3.2 - SCR.....	53
F.3.3 - Ratio	53
F.3.3.1 - Impact de la PPE	53
F.3.3.2 - Correcteur de volatilité (VA)	54
F.4 - Utilisation du sous module "actions" fondé sur la durée dans le calcul du SCR	54
F.5 - Différence entre formule standard et modèle interne	54
F.6 - Non-respect du MCR, non-respect du SCR.....	54
F.7 - Autres informations	54
G - ANNEXES : ETATS QUANTITATIFS	55

A - SYNTHÈSE

A.1 - Chiffres-clés

Montants en M€	2018	2019		
Résultat social				
Cotisations	543,0	524,6		
Résultat d'exploitation	36,7	36,6		
Résultat net	24,7	22,0		
Solvabilité	avec VA	avec VA avec PPE	avec VA sans PPE	sans VA avec PPE
Fonds propres	465,7	732,5	473,0	727,9
SCR	313,4	271,4	271,4	274,6
Ratio	149%	270%	174%	265%

A.2 - Activités et résultats

Les cotisations s'établissent à 524,6 M€ pour 2019, en baisse de 3,4% par rapport à 2018. La collecte sur les contrats d'assurance-vie reste à peu près stable, tandis que celle sur les contrats de capitalisation diminue de 6,7%.

85% de la collecte a porté sur des contrats multisupports.

La collecte sur les contrats monosupports représente 78 M€. Elle provient majoritairement de versements libres sur des contrats existants. Par ailleurs, le produit Unofi-Capital fidélité, qui constitue l'offre à destination des personnes morales, est le seul contrat monosupport ouvert à la commercialisation. Les nouvelles souscriptions sur ce produit représentent 25 M€.

Pour les clients particuliers, l'offre produit n'est constituée que de contrats multisupports. La part des cotisations investies sur des supports en unités de compte s'établit à près de 12% en légère diminution par rapport à 2018. Sur les contrats d'assurance-vie, elle représente 14,8%.

Les transformations de contrats monosupports en contrats multisupports représentent près de 46 M€, en baisse par rapport à 2018 et 2017.

La collecte nette 2019 est positive à 121,1 M€ mais apparaît en baisse par rapport à 2018. Cette évolution provient, approximativement, pour moitié de la baisse de la collecte, et pour moitié de la hausse des prestations.

Le résultat d'exploitation reste stable à 36,6 M€.

Après impôts, intéressement et participation, le résultat net ressort à 22,0 M€ en 2019, en baisse par rapport à 2018.

A.3 - Système de gouvernance

Chaque activité du groupe est exclusivement portée par une des filiales du groupe. Dans ce cadre, Unofi-Assurances porte l'intégralité des risques d'assurance du groupe.

Le système de gouvernance qui en résulte se caractérise par des liens très étroits entre le groupe et les filiales.

Les instances de gouvernance d'Unofi-Assurances se composent d'un conseil de surveillance et d'un directoire.

Le conseil de surveillance est composé de dix membres et la majorité d'entre eux sont également membres du conseil de surveillance du groupe Unofi. Les deux conseils se réunissent aux mêmes dates et au cours des mêmes instances.

Pour exercer ses missions de contrôle sur la gestion de la société, le conseil de surveillance s'appuie sur les avis et recommandations du comité d'audit qui agit en tant qu'organe d'instruction et d'étude. Ce comité est composé de 3 membres choisis parmi les membres du conseil et représentant chacun un des trois principaux actionnaires du groupe.

Le directoire est composé de quatre membres qui sont, au niveau du groupe, le directeur général, le directeur général délégué, un des deux directeurs généraux adjoints et l'exécutif assistant de la direction générale. Le directoire s'appuie sur trois comités de pilotage pour mener à bien ses missions : le comité financier, le comité immobilier et le comité des risques. Il bénéficie aussi du support du comité exécutif qui est l'organe de coordination opérationnelle du groupe.

Pour répondre aux exigences liées à Solvabilité 2, le groupe Unofi a nommé en interne, à compter du 1^{er} janvier 2016, les responsables des fonctions-clés conformément à l'instruction n°2015-I-03. Compte tenu de la taille et de la structure du groupe Unofi, pour chaque fonction-clé, le responsable au niveau du groupe est aussi le responsable au niveau de l'entité Unofi-Assurances. Par ailleurs, la responsabilité des fonctions actuarielle et de gestion des risques est portée par la même personne.

A.4 - Profil de risque

L'évaluation du SCR par la formule standard fournit une mesure des risques quantifiables d'Unofi-Assurances. L'entreprise est principalement exposée aux risques financiers compte tenu de son activité et notamment au risque de spread.

Par ailleurs, l'entreprise est particulièrement vigilante aux risques de non-conformité, de concurrence sur l'activité d'assurance, et d'image.

A.5 - Valorisation à des fins de solvabilité

Le SCR est évalué selon la formule standard telle que décrite dans le règlement délégué 2015/35/CE en utilisant le correcteur de volatilité (Volatility Adjustment). Aucune autre mesure du paquet "branches longues" n'est utilisée.

De même, aucune mesure transitoire n'est prise en compte.

Pour évaluer les provisions techniques et le SCR, le portefeuille des actifs financiers et le portefeuille des contrats d'assurance sont projetés jusqu'à leur extinction en tenant compte des interactions actif-passif. Aucune prime future n'est prise en compte. Les projections sont faites sur la base de 1000 scénarios économiques afin de capter le coût des options et garanties des contrats d'assurance.

A.6 - Gestion du capital

Les fonds propres économiques (norme solvabilité 2) 2019 sont valorisés à 732 M€, en augmentation de 267 M€ par rapport à 2018.

La totalité des fonds propres est affectée en niveau 1 (Tier 1).

Le SCR 2019, évalué à 271 M€, est en baisse de 42 M€ par rapport à 2018.

Le ratio de couverture du SCR s'établit à 270% en augmentation significative par rapport à 2018, en partie grâce à la prise en compte de la valeur des PPE dans les fonds propres.

B - ACTIVITES ET RESULTATS

Unofi-Assurances est la compagnie d'assurance sur la vie et de capitalisation du Groupe de l'Union Notariale Financière (UNOFI), créée en 1988. Elle a pour objet la conception, la commercialisation et la gestion technique et financière de contrats d'assurance sur la vie et de capitalisation libellés en euros ou en unités de compte relevant respectivement des branches 20 (vie-décès), 22 (assurance liée à des fonds d'investissement) et 24 (capitalisation) définies à l'article R.321-1 du Code des assurances.

Le groupe Unofi accompagne les notaires de France dans le conseil et l'analyse du patrimoine de leurs clients, tant privés que professionnels.

Pour ce faire, Unofi -Patrimoine, filiale d'Unofi -Assurances, conçoit et préconise des solutions patrimoniales, juridiques et fiscales adaptées à la clientèle des notaires. Ces solutions utilisent des supports d'épargne conçus et gérés principalement au sein du groupe par Unofi-Assurances (assurance-vie et capitalisation), Unofi-Gestion d'actifs (parts de SCPI et OPCVM) et Unofi-Crédit (financement à crédit).

B.1 - Activité

L'environnement financier toujours marqué par des taux d'intérêt bas, qui ont plongé en territoire négatif au cours de l'été, a conduit un certain nombre de parties prenantes (acteurs, autorités, ...) à s'interroger sur la pérennité des fonds en euros et de la garantie du capital des contrats d'assurance-vie. Dans ce contexte, l'année 2019 a finalement été globalement satisfaisante pour Unofi-Assurances en termes de collecte. Le chiffre d'affaires s'est établi à 524,6 M€ pour 2019.

L'actionnariat du groupe reste stable. Le conseil supérieur du notariat, actionnaire à 55,75 % de la SAS Financière Thémis détenant elle-même 62,44 % de la SAS Unofi, maintient son contrôle du groupe qui fait pleinement partie de l'organisation de la profession.

Unofi poursuit un développement maîtrisé de son activité par une meilleure intégration de ses services à l'écosystème des notaires et en s'alignant résolument sur les bonnes pratiques apportées par le digital.

Grâce à une présence naturelle, visible et incontournable dans la sphère notariale, l'objectif est d'augmenter progressivement la proportion de notaires réalisant chaque année au moins un dossier, en fidélisant les notaires déjà actifs et en parvenant à convaincre de nouveaux notaires de s'investir dans le conseil patrimonial avec les services d'Unofi.

L'activité de conseil patrimonial vise à apporter une solution de diversification dans l'activité des notaires et un service à valeur ajoutée, que ce soit pour les études qui sont soumises à une concurrence accrue ou pour les nouveaux offices dont la fragilité économique est "naissante". Cette activité de conseil patrimonial permet aussi d'améliorer la fréquentation récurrente des clients dans les offices.

La norme prudentielle Solvabilité II est entrée en vigueur depuis le 1er janvier 2016. Unofi-Assurances a fait l'objet en 2018 d'un contrôle de l'autorité de tutelle (ACPR) sur les méthodes et les outils utilisés pour produire les calculs de solvabilité. Les conclusions de cette mission ont permis, pour l'entreprise, d'en tirer des enseignements et d'identifier des axes d'amélioration.

Par ailleurs, l'examen de différents scénarios de stress-tests effectués dans le cadre de l'ORSA 2019 a permis de vérifier la capacité de la compagnie d'assurance à assumer ses engagements même dans des scénarii extrêmes. La résilience de l'entreprise repose avant tout sur la pérennité et le développement de son activité. Résultats de souscription

B.1.1 - Cotisations

Cotisations (M€)	2017	2018	2019	évolution 2017-2018	évolution 2018-2019
Assurance-vie	277	294	292	6,2%	-0,6%
dont % multisupport	83,0%	87,4%	87,1%		
dont % UC	21,3%	17,0%	14,8%		
Capitalisation	207	249	233	20,6%	-6,7%
dont % multisupport	81,3%	80,7%	82,5%		
dont % UC	10,9%	7,7%	8,5%		
Total	483,2	543,0	524,6	12,4%	-3,4%
dont % multisupport	82,3%	84,4%	85,0%		
dont % UC	16,9%	12,7%	12,0%		

Les cotisations 2019 ont baissé de 3,4 %, la collecte sur les contrats d'assurance-vie restant à peu près stable, et celle sur les contrats de capitalisation diminuant de 6,7%.

85% de la collecte a porté sur des contrats multisupports.

La collecte sur les contrats monosupports représente 78 M€. Elle provient majoritairement de versements libres sur des contrats existants. Par ailleurs, le produit Unofi-Capital fidélité, qui constitue l'offre à destination des personnes morales, est le seul contrat monosupport ouvert à la commercialisation. Les nouvelles souscriptions sur ce produit représentent 25 M€.

Pour les clients particuliers, l'offre produit n'est constituée que de contrats multisupports. La part des cotisations investies sur des supports en unités de compte s'établit à près de 12% en légère diminution par rapport à 2018. Sur les contrats d'assurance-vie, elle représente 14,8%.

Transformations (M€)	2017	2018	2019
monosupport vers multisupport			
Assurance-vie	85,5	44,1	35,5
Capitalisation	24,5	12,5	10,1
Total	110,1	56,6	45,7

Les transformations de contrats monosupports en contrats multisupports représentent près de 46 M€, en baisse par rapport à 2018 et 2017. L'année 2017 avait sans doute bénéficié d'un effet d'aubaine par la baisse de moitié des frais de transfert décidée à compter du 1^{er} janvier 2017. Du point de vue du client, transformer un contrat monosupport permet d'accéder à une gamme élargie et diversifiée de supports d'investissement. Pour la compagnie, ce type d'opérations contribue à rationaliser le portefeuille de contrats et améliorer les marges sur encours.

Depuis 2015, un mécanisme de bonification a été mis en place sur les contrats multisupports Unofi-Evolution et Unofi-Multicapi sous la forme de majorations conditionnelles de la participation aux résultats attribuées aux supports libellés en euro en fonction de la part d'unités de compte détenue en moyenne sur l'année et du niveau des primes nettes versées non rache-tées. Ce mécanisme est reconduit pour l'année 2020.

Collecte nette en M€			
Portefeuille	2017	2018	2019
Portefeuille €	-1,5	90,6	110,1
<i>Epargne investie</i>	426,4	480,9	474,7
<i>Prestations</i>	-364,8	-359,3	-369,7
<i>Arbitrages et transformations</i>	-63,2	-31,1	5,0
Portefeuille unités de compte	103,4	73,4	20,2
<i>Epargne investie</i>	54,8	59,8	47,9
<i>Prestations</i>	-14,4	-17,3	-22,7
<i>Arbitrages et transformations</i>	63,0	30,9	-5,0
Liberté (€et UC)	-10,1	-8,8	-9,1
<i>Epargne investie</i>	0,0	0,2	0,0
<i>Prestations</i>	-10,0	-9,0	-9,1
<i>Arbitrages et transformations</i>	-0,1	-	-0,1
Total	91,8	155,2	121,1

La collecte nette 2019 est positive à 121,1 M€ mais apparaît en baisse par rapport à 2018. Cette évolution provient, approximativement, pour moitié de la baisse de la collecte, et pour moitié de la hausse des prestations. On peut également noter une évolution sur les arbitrages et les transformations qui s'élèvent à près de 31 M€ des fonds euro vers les unités de compte en 2018, et de 5 M€ des unités de compte vers les fonds euro en 2019.

L'année 2020 a malheureusement débuté par une crise sanitaire mondiale conduisant à un très net ralentissement de l'activité et de l'économie, et un effondrement des marchés financiers d'actions et de taux.

Après plus d'un mois de confinement en France et sans visibilité sur la reprise de l'activité, il ne fait plus de doute que la collecte 2020 en assurance sera nettement en deçà des objectifs initiaux de l'année et de celle de 2019.

B.1.2 - Résultats de souscription

Compte de résultat (M€)	2018	2019
Primes	543,0	524,6
Produits nets des placements	153,0	162,0
Charges d'assurance	-637,0	-626,9
Frais et charges techniques	-23,2	-23,4
Résultat de réassurance	0,9	0,3
Résultat d'exploitation	36,7	36,6
Intéressement et participation	-3,0	-3,7
Impôts sur les sociétés	-9,0	-10,9
Résultat net	24,7	22,0

Le résultat d'exploitation reste stable à 36,6 M€.

Après impôts, intéressement et participation, le résultat net ressort à 22,0 M€ en 2019, en baisse par rapport à 2018.

S'agissant du support en unité de compte immobilier Unofimmo pour lequel les frais prélevés sur encours sont d'au maximum 1,5%, on peut noter que la compagnie a choisi de limiter, en 2019, le prélèvement à 0,5 M€ ce qui correspond à un taux de 0,32%.

Hormis cette limitation de prélèvement ainsi qu'une reprise de charges liée à la suppression du forfait social depuis le 1^{er} janvier 2018, Le résultat 2019 n'intègre pas d'éléments exceptionnels particuliers. Toutefois, au cours des prochaines années, la rentabilité d'Unofi-Assurances sera impactée par le ralentissement actuel de l'activité lié à la crise sanitaire et économique provoquée par le Covid-19. Après 3 mois d'activité en 2020, on peut relever les faits et points suivants :

- La collecte nette (cotisations moins prestations) apparaît nettement négative.
- Toutefois, la part d'unités de compte dans la collecte nouvelle est supérieure à 20%.
- Les opérations de transformations de contrats monosupports en contrats multisupports s'effectuent à un rythme soutenu. 80% de l'objectif de l'année est d'ores et déjà réalisé.
- Une hausse des taux de rachat a été constatée sur le début de l'année ce qui semble traduire des prises de bénéfices suite aux évolutions favorables des marchés financiers en 2019. Les volumes de rachat se sont depuis normalisés en dépit de la crise sanitaire.
- Les prestations suite à un décès restent stables pour le moment par rapport aux années précédentes. Compte tenu des délais de déclaration, on peut s'attendre à observer une surmortalité liée au Covid-19 dans les prochains mois. Toutefois, comme cela a pu être constaté par le passé notamment lors des épisodes caniculaires, il pourrait s'agir de décès prématurés sans incidence durable sur les taux de mortalité futurs.
- Les recettes d'exploitation, qui sont constituées, très majoritairement, de produits sur encours, seront impactées par la crise actuelle mais les effets devraient être étalés sur plusieurs années.

B.2 - Résultats des investissements

Produits financiers (M€)	2018	2019
Obligations	132,2	121,0
- Revenus	132,2	118,4
- Plus et moins values réalisées	-	2,5
Immobilier	11,0	38,3
- Revenus	11,0	9,9
- Plus et moins values réalisées	-	28,4
Autres actifs	16,2	10,4
- Revenus	6,8	5,6
- Plus et moins values réalisées	9,4	4,8
Total Produits financiers	153,5	162,7
- Revenus	150,0	133,9
- Plus et moins values réalisées	9,4	35,7
- Frais et charges de placements	-5,9	-7,0
Valeur nette comptable moyenne	5 557,8	5 755,0
- Obligations	4 154,2	4 182,3
- Immobilier	283,2	347,8
- Autres actifs	1 120,4	1 224,9

Les produits financiers s'élèvent à 162,7 M€ en 2019, en hausse par rapport à 2018 grâce d'importantes plus-values réalisées sur les actifs immobiliers.

Les revenus qui correspondent à la ressource récurrente, s'élèvent à 133,9 M€, en baisse 16,1 M€ par rapport à 2018.

C - SYSTEME DE GOUVERNANCE

Les activités du groupe Unofi sont complémentaires et visent à donner au groupe l'ensemble des moyens nécessaires pour apporter le meilleur service patrimonial aux clients des notaires.

Chaque activité est exclusivement portée par une des filiales du groupe. Dans ce cadre, Unofi-Assurances porte l'intégralité des risques d'assurance du groupe.

Le système de gouvernance qui en résulte se caractérise par des liens très étroits entre la tête de groupe et les filiales.

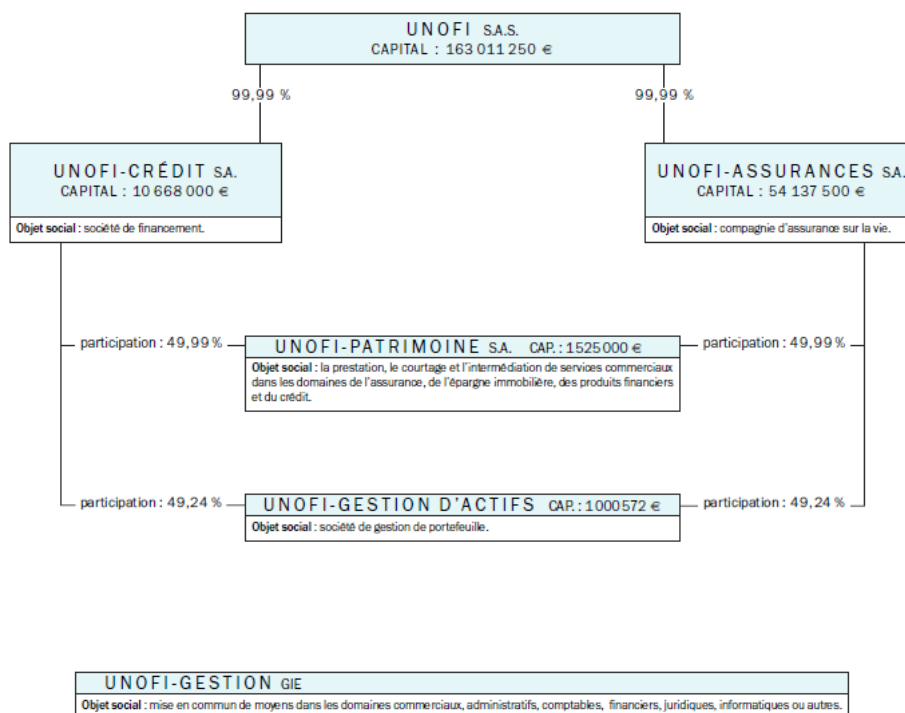
C.1 - Informations générales

C.1.1 - Organisation capitalistique du groupe Unofi

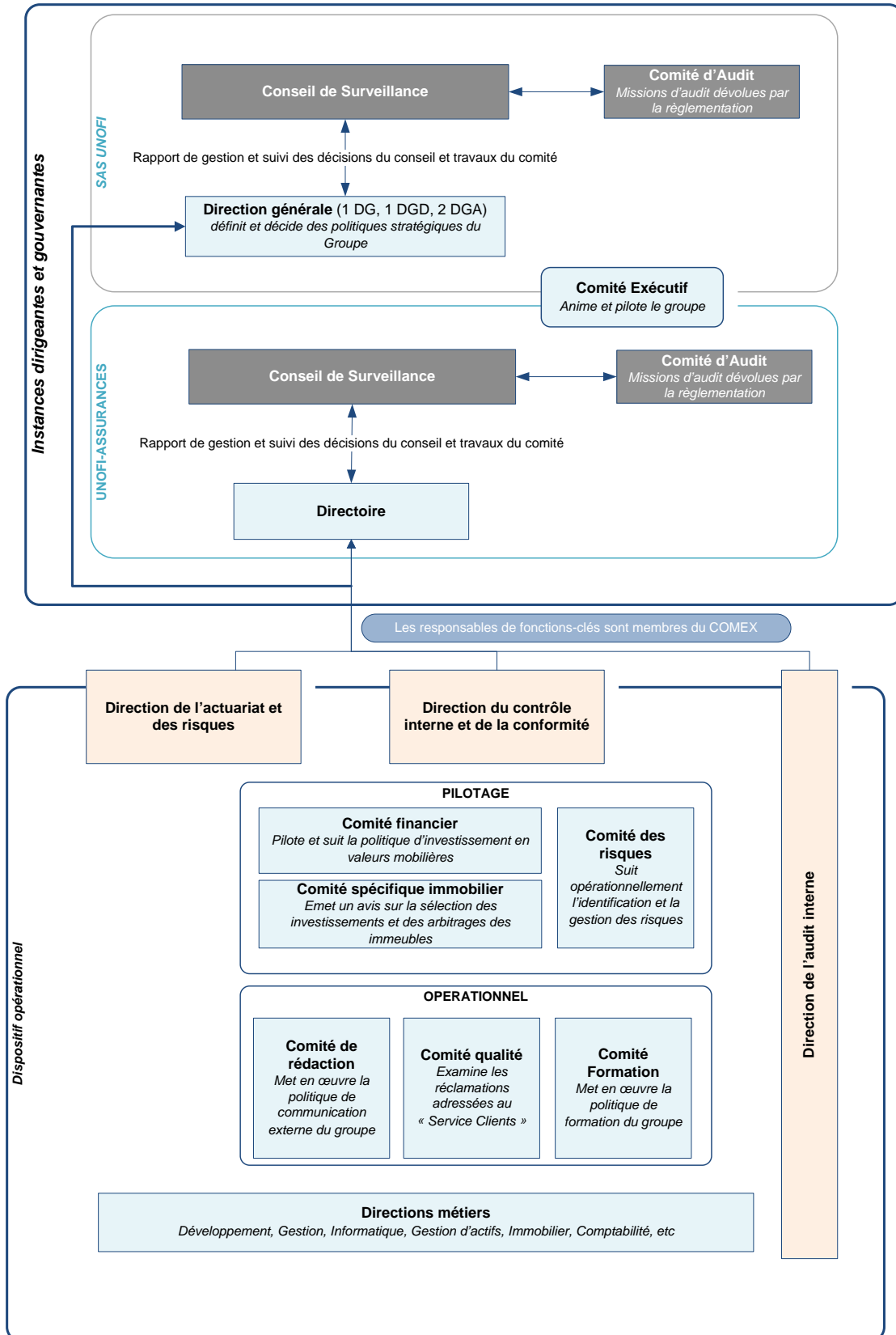
Unofi, constituée par la holding SAS Unofi et ses filiales, est détenue par :

- La Financière Thémis pour 62,44% ; structure co-détenue par le Conseil Supérieur du Notariat, Diot SA et AFI-ESCA à hauteur respectivement de 55,75%, 13,125% et 31,125% ;
- Axa France Vie pour 28,20% ;
- Unofi-Participation pour 9,35%.

Organigramme du groupe de l'Union notariale financière au 2 avril 2019



C.1.2 - Structure de gouvernance d'Unofi-Assurances



Les instances gouvernantes d'Unofi-Assurances se composent d'un conseil de surveillance et d'un directoire.

C.1.3 - Conseil de surveillance : l'organe de contrôle

Le conseil de surveillance est composé de dix membres dont huit personnes physiques et deux personnes morales élues par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Aucun membre du conseil de surveillance ne peut faire partie du directoire. Si un membre du conseil de surveillance est nommé au directoire, son mandat au conseil prend fin dès son entrée en fonction.

Les membres du conseil de surveillance sont nommés pour cinq années, expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Ils sont rééligibles.

Le nombre de mandats que peuvent cumuler les membres est limité en fonction des conditions impératives fixées par la loi.

Le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise indique, pour chaque mandataire, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toutes les sociétés durant l'exercice écoulé.

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire. A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Un rapport sur la bonne marche de la société doit lui être présenté trimestriellement par le directoire.

Il vérifie et contrôle les comptes annuels et le rapport de gestion qu'il présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle avec ses observations sur le rapport du directoire et sur les comptes de l'exercice.

Le conseil de surveillance autorise le directoire à céder les immeubles dont la société est propriétaire, à céder les participations détenues par la société, à consentir des sûretés au nom de la société.

Il autorise également le directoire, avec faculté de délégation, à donner des cautions, avals ou garanties au nom de la société.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, le directoire peut être autorisé à donner, à l'égard des administrations fiscales et douanières, des cautions, avals ou garanties au nom de la société, sans limite de montant.

Le conseil de surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

PROCEDURES DE FONCTIONNEMENT

Les règles relatives à la convocation et aux délibérations du conseil de surveillance sont fixées dans les statuts. C'est au président du conseil qu'incombe la tâche de convoquer ce dernier.

Le conseil de surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

En tout état de cause, le conseil de surveillance se réunit au moins quatre fois dans l'année pour examiner le rapport trimestriel que lui présente le directoire et une fois de plus, au besoin, pour vérifier et contrôler les documents sur les comptes de l'exercice que doit lui remettre le directoire dans les trois mois de la clôture de l'exercice.

Pour la clôture de l'exercice 2019, compte tenu de la crise sanitaire exceptionnelle et du confinement qui en a découlé, le délai de trois mois prévu pour la présentation et l'approbation des comptes par le conseil, a été prorogé, par voie d'ordonnance, de trois mois supplémentaires. Les comptes de l'exercice 2019 d'Unofi-Assurances ont été soumis pour approbation au conseil de surveillance à la fin du quatrième mois suivant la clôture de l'exercice.

Le conseil de surveillance d'Unofi-Assurances et celui de la SAS Unofi se réunissent aux mêmes dates et au cours de la même instance. Les deux conseils sont composés majoritairement des mêmes membres (sept membres sur dix) et sont présidés par la même personne. Cette organisation permet à l'Union Notariale Financière de répondre aux exigences d'un groupe prudentiel sur le plan de la gouvernance, en particulier, dans la capacité de la tête de groupe à exercer une influence dominante sur ses filiales. Ainsi, la stratégie et la gestion des risques sont définies au niveau du groupe et sont déclinées de manière cohérente au niveau des filiales.

C.1.4 - Comité d'audit : l'organe d'instruction du conseil de surveillance

Créé en 2012, le comité d'audit est une émanation du conseil de surveillance chargée d'assister ce dernier dans les missions et responsabilités qui lui sont confiées. Le comité d'audit est un organe d'instruction et d'étude qui émet des avis ou des recommandations. Il exerce ses attributions sous la responsabilité du conseil de surveillance auquel il rend compte régulièrement de ses travaux et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Le comité d'audit n'a pas de pouvoirs propres de décision. Le pouvoir de décision appartient au conseil de surveillance.

COMPOSITION

Le comité d'audit est composé de trois membres choisis parmi les membres du conseil de surveillance en fonctions.

Les membres doivent présenter des compétences avérées en matière financière ou comptable. Une compétence minimale des membres en matière de contrôle interne et de gestion des risques sera également recherchée.

Au moins un membre du comité est un administrateur indépendant.

La qualification d'indépendant vise la situation objective d'un mandataire réputé n'avoir aucun conflit d'intérêt potentiel avec la société. Comme pour un membre du conseil de surveillance, l'indépendance d'un membre du comité d'audit se caractérise par l'absence de relations financières, contractuelles ou familiales significatives avec la société, son groupe ou sa direction susceptibles de compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.

Les membres du comité d'audit sont nommés par le conseil de surveillance pour une durée égale à la durée de leur mandat d'administrateur. Ils peuvent être renouvelés dans leurs fonctions sans limitation.

Le conseil de surveillance peut mettre fin, à tout moment, sans motif et sans indemnité, aux fonctions des membres du comité d'audit.

Le conseil de surveillance nomme le président du comité d'audit parmi les membres du comité qui disposent de la qualité d'administrateur indépendant. Le président est le rapporteur du comité au conseil de surveillance.

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Le domaine de responsabilité du comité d'audit est défini dans son règlement intérieur. Ses missions sont essentiellement d'assurer la surveillance et le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière ainsi que le suivi du contrôle légal des comptes annuels par les commissaires aux comptes ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne, des procédures et des systèmes de gestion des risques mis en œuvre. En particulier, le comité d'audit est compétent pour examiner la solvabilité de la compagnie en appréciant ses politiques de souscription, de placement, sa gestion actif/passif et sa couverture des exigences de solvabilité. Il examine également les rapports prévus par la directive solvabilité 2 ainsi que les rapports d'audit interne sur l'efficacité des systèmes de contrôle et de gestion des risques ;
- de l'indépendance des commissaires aux comptes. Il émet une recommandation sur les propositions de nomination des commissaires aux comptes et participe au processus de sélection et de renouvellement en formulant un avis sur le montant des honoraires sollicités.

PROCEDURES DE FONCTIONNEMENT

Le comité se réunit au minimum trois fois par an et notamment avant la réunion du conseil de surveillance dont l'ordre du jour comporte l'examen des comptes annuels, des comptes prévisionnels de fin d'année, des rapports réglementaires, de la solvabilité et des travaux ORSA.

Le comité peut, en outre, se réunir, de sa propre initiative ou à la demande du conseil de surveillance, si les circonstances l'exigent au regard des attributions qui lui ont été confiées.

Le président du directoire peut également demander au président du comité d'organiser une réunion du comité.

Les membres du directoire, le directeur du développement et les responsables des fonctions-clés participent au comité.

Dans le cadre de ses missions, le comité peut auditionner sur un point d'ordre du jour toute personne chargée de la direction de la société.

Le comité peut, en outre, rencontrer les commissaires aux comptes de la société avec lesquels il entretient une relation interactive. Les commissaires aux comptes sont invités à participer notamment aux séances consacrées à la présentation des comptes annuels.

L'ordre du jour, fixé dans le cadre d'un programme de travail annuel, est établi par le président avant chaque réunion et communiqué à chacun des membres du comité avec la documentation nécessaire, dans la mesure du possible quatre jours ouvrés avant la réunion.

Un procès-verbal de la réunion est rédigé à l'issue de chaque réunion du comité, transmis, après approbation du président, à l'ensemble des membres du comité, puis signé par le président après constatation de l'accord de chacun des membres du comité.

PRINCIPALES ACTIVITES EN 2019

Les activités du comité se sont notamment concentrées sur les sujets suivants :

- les résultats sociaux et consolidés du Groupe Unofi pour l'exercice 2018, les résultats intermédiaires au 30 juin 2019 et les résultats prévisionnels pour l'exercice 2019 ;
- le rapport sur le dispositif LCB-FT et le rapport sur l'élaboration de l'information financière et comptable ;
- l'analyse et le suivi de l'activité ;
- Solvabilité 2 :
 - les calculs de solvabilité au 31 décembre 2018 et les rapports RSR et SFCR ;
 - l'appétit au risque et les travaux ORSA 2019;

- les politiques de vérification de la conformité et d'audit interne ;
- l'audition annuelle des responsables des fonctions-clés ;
- le rapport actuariel et les conclusions du contrôle ACPR sur les méthodes de calcul de la solvabilité
- la politique de placement applicable en 2020 ;
- les résultats financiers prévisionnels 2019, la participation aux bénéfices susceptible d'être servie aux assurés et celle mise en provision (PPE).

C.1.5 - Directoire : l'organe d'administration et de gestion

Le directoire est chargé de la direction d'Unofi-Assurances sous le contrôle du conseil de surveillance.

Il est composé de quatre membres désignés par le conseil de surveillance pour une durée de 5 ans à l'expiration de laquelle il est entièrement renouvelé. Les membres sont rééligibles. Leur révocation peut être prononcée par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, sur proposition de ce conseil.

Nul ne peut être nommé membre du directoire s'il est âgé de plus de 70 ans. Le membre du directoire en exercice est réputé démissionnaire d'office à la clôture de l'exercice social au cours duquel il a atteint cet âge.

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Le directoire d'Unofi-Assurances est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs attribués aux autres organes de la société (à savoir l'assemblée générale et le conseil de surveillance).

Toutefois, à titre de mesure strictement interne inopposable aux tiers, les emprunts, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux, la constitution de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, doivent, préalablement à leur conclusion, être autorisés par le conseil de surveillance.

Le directoire représente l'organe d'administration et de gestion (Administrative and Management Body) défini par les textes de la directive Solvabilité 2. Il prend une part active dans le processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) en orientant la manière dont l'évaluation doit être effectuée et en appréciant les résultats.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le directoire convoque toutes assemblées générales des actionnaires, fixe leur ordre du jour et exécute leurs décisions.

Lorsqu'une opération exige l'autorisation du conseil de surveillance et que celui-ci la refuse, le directoire peut soumettre le différend à l'assemblée générale des actionnaires qui décide de la suite à donner au projet.

Une fois par trimestre au moins, le directoire présente un rapport au conseil de surveillance. Ce rapport retrace les principaux actes ou faits intervenus dans la gestion de la société.

Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, il lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés.

Le président du directoire représente la société dans ses rapports avec les tiers. Les autres membres du directoire n'ont pas ce pouvoir de représentation en dehors de pouvoirs spécifiques pouvant être donnés par le président du directoire.

Vis-à-vis des tiers, tous actes engageant la société sont valablement accomplis par le président du directoire.

PROCEDURE DE FONCTIONNEMENT

Le directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la compagnie l'exige. Il est convoqué par le président du directoire ou par deux de ses membres au moins.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres en exercice, chacun d'eux disposant d'une voix.

Les délibérations du directoire sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés du président et d'un secrétaire de séance qui peut être choisi en dehors du directoire.

COMPOSITION

Le directoire est composé de quatre membres qui sont également membres de la direction générale du groupe Unofi. Ce sont :

- le directeur général du groupe Unofi, qui préside le directoire d'Unofi-Assurances ;
- le directeur général délégué du groupe Unofi ;
- un des directeurs généraux adjoints du groupe Unofi ;
- l'assistante exécutive de la direction générale.

C.1.6 - Les comités du directoire

Le directoire bénéficie du support de deux comités de pilotage en lien avec ses activités et ses objectifs stratégiques.

C.1.6.1 - Comité financier

Unofi-Assurances a mandaté Unofi-Gestion d'actifs pour gérer ses actifs. La politique de placement fixe le cadre et les principes applicables à Unofi-Gestion d'actifs dans la gestion des actifs d'Unofi-Assurances.

Le comité financier est l'instance au cours de laquelle Unofi-Gestion d'actifs rend compte de l'activité déployée et des résultats obtenus.

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions du comité financier, sont les suivantes :

- piloter et suivre en permanence la mise en œuvre de la politique de placement en valeurs mobilières de la compagnie Unofi-Assurances telle que définie par le directoire et adoptée par le conseil de surveillance ;
- en apprécier les conséquences en termes de résultat au gré de la conjoncture et des marchés ;
- trancher, en tant que de besoin, les éventuels différends d'interprétation relatifs à l'application de cette politique.

Le comité financier :

- débat des propositions d'investissements et d'arbitrages présentés par la société de gestion mandataire notamment au regard des contraintes de gestion actif/passif de la compagnie et du respect de la politique de placement applicable pour l'exercice. Les représentants de la compagnie peuvent s'opposer à la réalisation de l'une ou l'autre des opérations proposées ;
- examine la situation des portefeuilles par catégorie de titres (plus et moins-values latentes et réalisées, signatures des émetteurs, etc.) et la situation de trésorerie.

PROCEDURE ET FONCTIONNEMENT

Les réunions du comité sont bi-mensuelles. Des réunions supplémentaires peuvent être organisées lorsque l'actualité des marchés ou des travaux en cours le justifie.

Chaque membre du comité dispose d'un dossier communiqué par voie électronique et comportant :

- un résumé des situations rencontrées,
- les tableaux de bord périodiques élaborés notamment à partir des données entrées en comptabilité.

Chaque séance du comité donne lieu à la production d'un compte-rendu synthétique transmis à l'ensemble des membres.

Ces comptes rendus ne sont pas publics. Ils constituent pour les membres du comité un support sur lequel ils s'appuient pour la mise en œuvre des actions décidées.

Les informations données en séance et les débats sont confidentiels et n'ont pas à être rapportés sauf décision contraire.

COMPOSITION

Le comité financier d'Unofi-Assurances est composé des quatre membres du directoire, de deux membres d'Unofi-Gestion d'actifs (le directeur de l'activité de la gestion financière et le directeur de l'immobilier), du directeur du développement et des responsables des fonctions-clés.

Le comité financier est présidé par le président du directoire.

C.1.6.2 - Comité immobilier

Unofi-Gestion d'actifs est mandaté par Unofi-Assurances pour la recherche, la sélection et la gestion de ses investissements immobiliers. Pour ce faire, Unofi-Gestion d'actifs utilise les services d'une société de conseil en la chargeant, par délégation, de rechercher de nouveaux investissements.

Le comité immobilier participe à la sélection des investissements et des arbitrages des immeubles détenus par Unofi-Assurances.

Il est composé de dix membres et de deux membres invités à titre permanent.

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions du comité immobilier sont de :

- prendre connaissance de la capacité d'investissement de la compagnie au vu de sa politique de placement en vigueur, des engagements pris y compris en VEFA, des arbitrages en cours ;
- émettre un avis sur les investissements et arbitrages "en cours de négociation" au vu des informations complémentaires recueillies visant à affiner le niveau de prix et les

conditions d'acquisition ou de vente d'un bien (compte-rendu de visites sur place, avis du conseiller technique sur la base des audits réalisés, avis du directeur du contrôle interne et de la conformité, etc.) ;

- formuler un avis sur les investissements et arbitrages présentés en "opérations nouvelles" pour lesquels, après examen de la qualité intrinsèque du bien proposé (localisation, normes environnementales, etc.), il propose en première approche :
 - la poursuite ou non de l'opération envisagée, se traduisant, selon le cas, par l'émission d'une marque d'intérêt donnée au vendeur ou par un accord de cession. Dans ce cas, le statut de l'opération devient "en cours de négociation",
 - la définition d'une fourchette de prix acceptable pour poursuivre l'étude du dossier, d'une marge de manœuvre de négociation et les conditions techniques, financières ou locatives à remplir pour pouvoir envisager l'acquisition ;
- signaler, s'il y a lieu, aux dirigeants de la compagnie les risques de non-respect d'un ou plusieurs critères de la politique d'investissement afin que ceux-ci statuent sur une éventuelle dérogation à la dite politique.

PROCEDURE DE FONCTIONNEMENT

Le comité immobilier se réunit une fois par mois à des dates fixées par le président du comité. Des réunions supplémentaires peuvent être organisées à la demande du président du comité, s'il le juge nécessaire.

De même, en cas de nécessité ou d'urgence, le président du comité peut recueillir l'avis du comité par voie téléphonique. Dans ce cas, l'avis du comité sera confirmé par écrit par le président du comité.

Le comité immobilier est animé par son président, à défaut par le directeur général délégué d'Unofi-Gestion d'actifs.

Les points de l'ordre du jour sont proposés par les dirigeants responsables d'Unofi-Gestion d'actifs et comprennent au minimum :

- l'approbation du compte rendu du comité précédent ;
- la présentation des transactions et des arbitrages réalisés sur l'exercice en cours ;
- l'avancement des dossiers "en cours de négociation" ;
- les opérations régularisées depuis le dernier comité (acquisitions, livraisons d'immeubles acquis en VEFA, arbitrages) ;
- la présentation par la société de conseil des opérations nouvelles proposées à l'acquisition ;
- la présentation par Unofi-Gestion d'actifs des nouvelles propositions d'arbitrage le cas échéant.

Un dossier de présentation synthétique des nouvelles opérations est transmis à tous les membres, par voie électronique, au plus tard 24h avant la réunion du comité. Dans le cadre des investissements, la société de c peut proposer, en séance, des immeubles supplémentaires. Dans ce cas, il est remis en séance aux membres du comité un dossier constitué des mêmes éléments.

Les membres absents ou empêchés, pour quelque motif que ce soit, ne sont pas remplacés. En cas d'un nombre d'empêchements trop important, le président du comité peut décider de repousser le comité.

Chaque séance du comité donne lieu à la production d'un compte-rendu diffusé à l'ensemble des membres. Il fait état des propositions d'investissements et d'arbitrages présentées en séance et des avis émis.

Ces comptes rendus ne sont pas publics. Ils constituent pour les dirigeants responsables de la compagnie d'assurances et d'Unofi-Gestion d'actifs un support pour la mise en œuvre des décisions.

COMPOSITION

Le comité immobilier d'Unofi-Assurances est composé de :

- deux membres du directoire d'Unofi-Assurances,
- quatre représentants d'Unofi-Gestion d'actifs dont les deux dirigeants responsables,
- le directeur du contrôle interne et de la conformité,
- le directeur de l'audit interne,
- quatre membres notaires, dont le président du comité, qui formulent un avis sur l'investissement ou l'arbitrage en fonction de leurs connaissances et expérience professionnelle.

La société de conseil qui agit par délégation pour le compte d'Unofi-Gestion d'actifs est invitée à titre permanent à ce comité.

C.1.7 - Comité exécutif

Le directoire bénéficie aussi du support du comité exécutif qui est l'organe de coordination du groupe Unofi. Ce comité agit de manière transverse sur l'ensemble des filiales du groupe.

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

La mission du comité exécutif, au-delà de l'animation et du pilotage du groupe, est de définir et de mettre en œuvre les projets permettant d'accroître l'activité, l'efficacité et la rentabilité du groupe.

Le comité exécutif :

- met en œuvre les décisions et les orientations de la direction générale du groupe ;
- développe un plan stratégique sur 3 ans et un plan d'actions annuel concrétisant celui-ci ;
- étudie et prend position sur toute question et tout dossier intéressant le groupe dans le respect de ses orientations ;
- procède à une revue de la progression des projets transversaux du groupe et la mise en œuvre du plan stratégique.

Pour ce faire, le comité dispose des documents et tableaux de bord périodiques élaborés à l'initiative des membres du comité. Ces tableaux de bord présentent les indicateurs permettant d'appréhender les activités commerciales, administratives et techniques de l'entreprise et les perspectives attendues.

COMPOSITION

Les membres du directoire et le directeur du développement constituent la direction générale du groupe.

Outre ces cinq personnes, le comité exécutif est composé :

- du directeur du réseau et du directeur du département "conseil à l'entrepreneur"

- des représentants d'Unofi-Gestion d'actifs, directeurs des activités de la gestion financière et de l'immobilier
- du directeur des ressources humaines
- du directeur des systèmes d'information
- des responsables des fonctions-clés (le directeur de la conformité, le directeur de l'audit interne et le directeur de l'actuariat et des risques)

PROCEDURE ET FONCTIONNEMENT

Le comité exécutif se réunit tous les quinze jours. Des réunions supplémentaires sont organisées lorsque l'actualité des travaux en cours le justifie.

Les membres absents ou empêchés ne sont pas remplacés, quelle que soit la cause de l'absence ou de l'empêchement.

Les points mis à l'ordre du jour sont proposés et présentés par les membres du comité.

Chaque séance du comité donne lieu à la production d'un compte-rendu transmis à l'ensemble des membres. Ces comptes rendus ne sont pas publics. Ils constituent pour les membres du comité un support sur lequel ils s'appuient pour la diffusion et la mise en œuvre des actions décidées.

Les sujets abordés en comité exécutif donnent lieu, dès que nécessaire, à la constitution d'un groupe de travail spécifique pour instruire plus en détail un sujet ou pour mettre en œuvre une décision prise lors de ce comité. Les membres du comité concernés y sont impliqués ainsi que d'éventuels autres acteurs opérationnels. Le suivi ou les conclusions des travaux du groupe de travail sont vus en comité exécutif.

C.1.8 - Rémunération des dirigeants et des membres du conseil de surveillance

C.1.8.1 - Rémunération des membres du directoire

POLITIQUE DE REMUNERATION

La politique d'Unofi-Assurances en matière de rémunération a pour objectif :

- de récompenser et d'encourager une performance supérieure ;
- d'aligner les niveaux de rémunération avec les résultats de l'entreprise.

Elle est guidée par un principe d'équité interne, basée sur la performance individuelle et collective afin d'assurer une rémunération reflétant le niveau de réussite individuel, mesuré à la fois d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

STRUCTURE DE REMUNERATION

Le président du directoire est rémunéré au titre de son mandat social par la SAS Unofi.

Les autres membres du directoire sont rémunérés au titre de leur fonction technique par la société avec laquelle le contrat de travail a été conclu. Ils ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur mandat. Leur rémunération est composée d'une partie fixe prenant en compte les responsabilités assumées, l'expérience ainsi que les pratiques du marché et d'un avantage en nature constitué par un véhicule de société.

Les membres du directoire, bénéficient, en outre, d'une indemnité spécifique de fin de carrière ou de licenciement ainsi que d'une prestation de retraite en rente.

C.1.8.2 - Rémunération des membres du conseil de surveillance

Les membres du conseil de surveillance perçoivent des jetons de présence dont le montant global est fixé annuellement par l'assemblée générale.

Le conseil de surveillance répartit librement entre ses membres les sommes globales allouées.

La rémunération du président et du vice-président est déterminée par le conseil de surveillance.

Il peut être alloué par le conseil des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des membres de ce conseil.

La pratique actuelle est l'attribution d'un jeton double au président du conseil de surveillance et aux membres du conseil, membres du comité d'audit.

En outre, les frais raisonnables de déplacement et d'hébergement ainsi que tous frais engagés pour permettre aux membres du conseil de surveillance d'exercer leurs fonctions sont remboursés sur présentation de justificatifs.

C.2 - Exigences de compétence et d'honorabilité

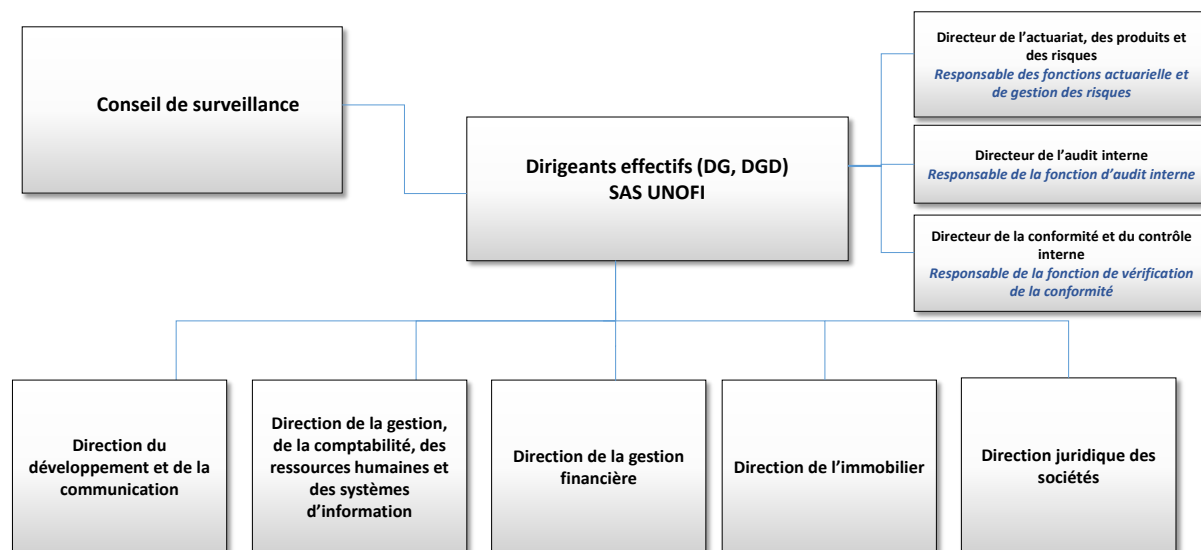
C.2.1 - Fonctions-clés

NOMINATION

Pour répondre aux exigences liées à Solvabilité 2, le groupe Unofi, a adapté son système de gouvernance afin de renforcer la maîtrise des risques auxquels il est soumis. Dans ce cadre, des directeurs aux fonctions clés ont été nommés.

Les responsables des fonctions-clés sont ceux qui ont été nommés à compter du 1^{er} janvier 2016 conformément à l'instruction n°2015-I-03. Ces personnes appartiennent au groupe et en sont salariées.

Compte tenu de la taille et de la structure du groupe Unofi, pour chaque fonction-clé, le responsable au niveau du groupe est aussi le responsable au niveau de l'entité Unofi-Assurances.



LIEN AVEC LA GOUVERNANCE

Conformément à l'article L 322-3-2 du code des assurances, les responsables des fonctions-clés sont placés sous l'autorité des dirigeants effectifs.

Membres des comités exécutif et financier et, pour deux d'entre eux, du comité immobilier, ils ont connaissance de toute information importante et stratégique de l'entreprise et du groupe et rendent compte de leurs travaux directement aux dirigeants. Les responsables des fonctions-clés ont l'autorité nécessaire par rapport aux directions fonctionnelles du groupe pour pouvoir accéder à toute information interne qui serait nécessaire au bon accomplissement des missions et responsabilités dont ils ont la charge.

Les responsables des fonctions-clés assistent également au comité d'audit et au conseil de surveillance. Ils y rendent compte personnellement de leurs travaux et des conclusions.

Par ailleurs, un comité d'audit spécifique a lieu annuellement permettant à ses membres d'auditionner les responsables des fonctions-clés.

COMPETENCE INDIVIDUELLE

Tel que décrit dans les dossiers de nomination adressés à l'ACPR, les responsables de fonctions-clés ont été désignés compte-tenu de leurs diplômes, connaissances et expériences. Chaque fonction-clé requiert des connaissances spécifiques :

- pour la fonction de gestion des risques, des connaissances en matière d'identification, d'évaluation qualitative et/ou quantitative des risques, de techniques d'atténuation ou de réduction des risques ;
- pour la fonction de contrôle interne et de conformité, des connaissances en matière réglementaire ayant une relation directe avec les lignes métiers du Groupe ;
- pour la fonction actuarielle, des connaissances en matière de techniques de calculs financiers et actuariels, de réassurance et de tarification ;
- pour la fonction d'audit interne, des connaissances en matière de normes IFACI.

Les responsables des fonctions clés ont la responsabilité de posséder ou d'acquérir les connaissances et le savoir-faire dans leur domaine. Ils peuvent ainsi demander à bénéficier de formations nécessaires pour leur permettre de continuer à accomplir correctement leurs missions.

CONDITIONS D'HONORABILITE

Afin de garantir l'intégrité des fonctions clés, les conditions d'honorabilité doivent être remplies du point de vue professionnel et personnel.

Un extrait de casier judiciaire a été demandé préalablement à la nomination du responsable.

Le responsable d'une fonction clé ne satisfait pas ou plus à la condition d'honorabilité professionnelle et personnelle s'il a fait l'objet d'une ou plusieurs condamnations mentionnées à l'article L322-2 du Code des assurances.

Le responsable d'une fonction clé est tenu d'informer la direction générale de toute situation pouvant conduire à un cas d'exclusion. A défaut, la direction générale peut engager des mesures disciplinaires à son encontre.

C.3 - Système de gestion des risques (y compris ORSA)

Cette partie reprend un certain nombre d'analyses et de conclusions du dernier rapport ORSA validé par le conseil de surveillance qui s'est tenu le 19 décembre 2019.

C.3.1 - Comité des risques

Les exigences introduites par la directive solvabilité 2 ont conduit à mettre en place, au sein du groupe Unofi et pour Unofi-Assurances, un comité des risques.

Ce comité est un organe d'instruction pour la direction générale et le directoire qui vise à apporter une vision globale et complète des risques de l'entreprise, à alerter les dirigeants et à les assister dans la prise de décision.

Le comité des risques d'Unofi-Assurances se déroule conjointement avec le comité des risques du groupe Unofi.

MISSIONS

Le comité des risques est chargé de surveiller les principaux risques de l'entreprise et de s'assurer de l'efficacité du dispositif de gestion des risques (identification, mesure, contrôle et gestion des risques). Concrètement, les missions sont :

- d'examiner les analyses de risques ;
- de mettre en place des indicateurs de risques, d'en fixer leur périodicité de production, et de les suivre ;
- d'évaluer le niveau d'exposition aux risques et de s'assurer du respect des limites établies ;
- d'examiner les résultats des calculs de risque et de solvabilité ;
- d'examiner les politiques de risques ;
- le cas échéant, de suivre les conclusions des missions de contrôle des autorités de tutelles et les évolutions qui en découlent.

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

Le comité des risques d'Unofi-Assurances se compose, a minima, des membres du directoire et du responsable de la fonction de gestion des risques.

Le président du directoire préside le comité.

Le responsable de la fonction de gestion des risques en assure l'organisation.

Le comité des risques se réunit autant de fois que nécessaire dans l'année en fonction de l'actualité. Les conclusions des travaux du comité des risques font l'objet d'une présentation au comité d'audit.

C.3.2 - Besoin global de solvabilité

Le besoin global de solvabilité (BGS) représente pour Unofi-Assurances son besoin en fonds propres et l'ensemble des moyens nécessaires pour faire face aux risques qu'elle pourrait rencontrer dans la conduite de sa stratégie commerciale.

Unofi-Assurances exerce son activité quasi-exclusivement dans le domaine de l'épargne individuelle sous la forme de contrats d'assurance-vie ou de capitalisation.

Les autres domaines concernent des contrats de rentes viagères et de vie entière. Les engagements correspondant s'élèvent à moins de 13 M€ et représentent à peine 0,2% des engagements totaux.

Concernant les actifs, le principe fondateur de la gestion d'actifs est celui de la personne prudente. Il n'y a pas de produits dérivés en portefeuille, ni de titres exotiques et les émetteurs sont, sauf dans de très rares cas, dans les pays de l'OCDE.

Les risques métiers de l'activité d'Unofi-Assurances sont couverts par les différents modules de risques de la formule standard. L'analyse critique de la formule standard n'a pas permis de montrer de manière suffisamment pertinente que les risques qu'elle couvre sont sur ou sous-estimés pour Unofi-Assurances. Le SCR est donc considéré, à ce stade, comme une mesure correcte du besoin en fonds propres d'Unofi-Assurances.

Au-delà de la mesure quantitative des risques, le groupe Unofi accorde une attention particulière au risque d'image compte tenu de sa relation partenariale avec le notariat et de la typologie des clients. Un incident qui affecterait l'intégrité d'Unofi ou celle de la profession notariale pourrait avoir des conséquences dommageables sur le maintien et le développement de l'activité du groupe. Il s'agit du principal risque non pris en compte dans la formule standard et face auquel, le groupe Unofi maintient auprès des équipes une exigence particulièrement élevée en termes de professionnalisme, de respect des règles déontologiques notamment celle du devoir de conseil vis-à-vis des clients.

C.3.2.1 - Respect du principe de la personne prudente

L'article 132 de la directive 2009/138/CE définit le principe de la personne prudente comme suit:

"Les entreprises d'assurance n'investissent que dans des actifs et instruments présentant des risques qu'elles peuvent identifier, mesurer, suivre, gérer, contrôler et déclarer de manière adéquate ainsi que prendre en compte de manière appropriée dans l'évaluation de leur besoin global de solvabilité."

La mise en œuvre du principe de la personne prudente dans les processus d'investissements mobiliers et immobiliers d'Unofi-Assurances se traduit par :

- **l'élaboration d'une politique annuelle de placement à mettre en œuvre par le mandataire**

Cette politique édicte un certain nombre de principes et de règles à respecter par Unofi-Gestion d'actifs, mandataire qui gère les investissements pour le compte d'Unofi-Assurances.

En matière de titres, elle porte sur leur sélection et leur gestion en fonction de leur nature, leur qualité, celles de l'émetteur et du groupe auquel celui-ci appartient, et le volume de l'émission. Le recours à des produits complexes ou des produits dérivés n'est pas autorisé sauf à des fins de couverture de portefeuille.

La qualité d'un titre s'apprécie au regard de l'existence d'une notation de crédit produite par un organisme externe d'évaluation de crédit.

Les durées d'investissement respectent les limites ainsi que les objectifs de gestion de la durée des portefeuilles tels qu'indiqués dans la politique des placements d'Unofi-Assurances.

La politique indique les caractéristiques et les modalités d'acquisition (notamment le taux de rendement attendu) des actifs immobiliers susceptibles d'être acquis et leur montant maximal.

- **la nature des risques de dépréciation pris en considération**

Ils portent sur le risque de taux, le risque de crédit, le risque de concentration des émetteurs, le risque de défaut des contreparties, le risque de change, les risques actions et immobilier.

- **la sélection des titres**

Les orientations financières retenues par l'équipe d'investissement sont présentées au comité financier - montant et prix de souscription envisagés, mesure de la dispersion du titre et de l'émetteur dans le portefeuille. Cette méthode conduit à limiter le champ des investissements sur les catégories de titres les plus simples (trésorerie, obligations, immeubles, OPCVM).

Le suivi des risques s'opère au travers de l'examen de tableaux de bord périodiques : surveillance des notations des émissions et des émetteurs, des évolutions des valeurs de marché par catégorie de titres, des ratios de dispersion des titres et des émetteurs, des flux et du stock de trésorerie et de liquidités, du respect des contraintes fixées par la politique de placement, des évolutions attendues à court terme.

La mesure des risques et leur évaluation découlent du suivi des évolutions des valeurs de marché des portefeuilles, de l'évolution des notations des titres, des émetteurs et des groupes auxquels ils appartiennent.

Indépendamment des contrôles réalisés par le mandataire, la Direction du contrôle interne et de la conformité vérifie, au moins une fois par trimestre, le respect des limites et critères quantitatifs et qualitatifs fixés par la politique de placements.

- **la sélection des actifs immobiliers**

Le comité immobilier étudie chaque dossier proposé. Unofi-Assurances marque ou non son intérêt pour les biens qui lui sont proposés en fonction de leurs caractéristiques propres et du portefeuille déjà constitué.

Cet examen porte notamment sur la localisation et la qualité des biens sur la base, le cas échéant, d'un rapport de visite sur place. Une étude de rentabilité prospective du bien est réalisée en cas de besoin.

C.3.2.2 - Evaluation et suivi du risque de crédit

Le contexte actuel de taux durablement bas et les rendements peu rémunérateurs des émissions gouvernementales poussent à délaisser ces titres et se tourner vers des obligations d'entreprise (corporate).

La politique de placement fixe les contraintes d'investissements suivantes :

- le taux de rendement annuel récurrent du portefeuille doit permettre à Unofi-Assurances d'être en bonne situation concurrentielle pour la mise en œuvre de sa politique de distribution aux assurés.
- les obligations souscrites doivent être notées au moins BBB⁻.

Le respect de ces deux contraintes a conduit au cours de l'année 2019 à souscrire majoritairement des obligations d'échelon de qualité de crédit 3, c'est-à-dire notées BBB⁺, BBB ou BBB⁻.

Les titres obligataires sont, en principe, détenus jusqu'à leur échéance. La trésorerie est maintenue à un niveau suffisant pour ne pas devoir céder un titre obligataire avant son terme pour des besoins de liquidité. Le niveau de liquidité est suivi hebdomadairement.

En pratique, le risque de défaut sur les titres dits "Investment Grade" (de notation au moins BBB⁻) est jugé faible. Toutefois, un titre peut subir une dégradation de sa notation et voir sa valeur diminuer, ce qui peut conduire à une situation de moins-value latente.

SUIVI DES TITRES NOTÉS BB OU MOINS

Ces titres dits à haut rendement (high yield) dans le portefeuille d'Unofi-Assurances ont nécessairement subi une dégradation après leur acquisition. Ils font l'objet d'une surveillance particulière :

- pour chaque titre, le risque de défaut de l'émetteur est analysé par les équipes d'Unofi-Gestion d'actifs qui émettent une recommandation soit de conservation du titre, soit de cession ;
- les analyses et recommandations sont régulièrement actualisées et soumises une fois par mois au comité financier qui confirme ou remet en question la recommandation.

C.4 - Système de contrôle interne et de vérification de la conformité

Le dispositif de contrôle interne et de vérification de la conformité mis en place globalement pour le groupe incluant Unofi-Assurances comprend une fonction permanente de contrôle interne et de conformité, des procédures qui couvrent toutes les activités de l'entreprise, des dispositions appropriées en matière de respect de l'intérêt du client et d'information prudentielle.

C.4.1 - La gouvernance du système de contrôle interne et de vérification de la conformité

La responsabilité du système de contrôle interne et de la fonction de conformité est assurée par le directeur du contrôle interne et de la conformité des sociétés du groupe Unofi. Il est également responsable du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Il dispose des pouvoirs d'investigation les plus étendus pour poursuivre ses missions au sein de toutes les entités du Groupe, de leurs mandataires et du GIE Unofi-Gestion.

Dans sa mission pour Unofi-Assurances, le directeur du contrôle interne et de la conformité rend compte au directoire et au conseil de surveillance.

Le directeur du contrôle interne et de la conformité est membre du comité exécutif de la SAS UNOFI. Il est également membre du comité financier et du comité immobilier au cours desquels il émet un avis sur la conformité des opérations d'investissement sans prendre part aux décisions. Lors du comité Qualité trimestriel, il présente les résultats du contrôle qualité des directions régionales et leur évolution et le bilan des dossiers examinés dans le cadre de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Il est également membre du comité déshérence chargé d'examiner les contrats d'assurance vie et de capitalisation dont les bénéficiaires n'ont pu être identifiés.

Depuis le mois de mai 2018, l'effectif de la direction du contrôle interne et de la conformité a été renforcé d'un contrôleur senior.

C.4.2 - L'organisation des contrôles et les procédures clés du système de contrôle interne

Le système de contrôle interne mis en place au sein du groupe et d'Unofi-Assurances est articulé en deux natures de contrôle :

- le contrôle permanent – recouvrant le contrôle de conformité et le contrôle interne - se décompose en deux niveaux de contrôle : d'une part, le contrôle permanent de premier niveau effectué par chacune des directions opérationnelles, et d'autre part, le contrôle permanent de second niveau effectué par la direction du contrôle interne et de la conformité qui garantit la bonne exécution des contrôles de premier niveau et est chargé de

développer, faciliter et piloter un cadre efficace de gestion des risques opérationnels et de non-conformité.

- le contrôle périodique, chargé de donner une garantie indépendante de l'adéquation et de l'efficacité du système de contrôle interne et de gestion des risques.

Le contrôle de l'information financière et comptable garantit l'exactitude et l'exhaustivité des enregistrements comptables et l'établissement en temps voulu des informations comptables et financières.

Le contrôle des systèmes d'information garantit la fiabilité, la sécurité et la pérennité des systèmes d'information tant dans l'accès logique que dans la conservation et l'archivage des données. Il s'assure également de la mise en œuvre du plan d'urgence et de poursuite de l'activité et des tests réguliers liés à la reprise d'activité informatique.

Le contrôle juridique s'assure que la compagnie d'assurances remplit ses obligations légales en termes de gouvernance, respecte ses obligations réglementaires et répond aux demandes du régulateur.

Le contrôle des activités déléguées garantit la conformité des conventions entre la compagnie et ses délégataires qui définissent notamment les obligations et la rémunération des délégataires, le respect des obligations de contrôle interne à la charge des délégataires.

Le contrôle des activités d'investissement garantit que les opérations d'investissement de la compagnie se font dans des conditions de régularité, de sécurité et de fiabilité conformes à la réglementation et à la politique d'investissement validée annuellement par le conseil de surveillance.

Le contrôle du respect de la démarche commerciale : Unofi-Patrimoine, en sa qualité de mandataire d'assurances distribue les contrats et assure le suivi de la clientèle d'Unofi-Assurances. Le contrôle vise à vérifier la mise en œuvre effective des normes et obligations commerciales définies par le Directeur du développement, notamment en application du mandat reçu de la compagnie, et la conformité des opérations réalisées avec les dispositions légales et l'ensemble de ces normes.

C.4.3 - La fonction de vérification de la conformité

Cette fonction a pour mission de conseiller les organes de gouvernance sur les différentes exigences et dispositions légales, réglementaires et administratives adoptées conformément à la réglementation Solvabilité 2 et sur les autres dispositions légales et réglementaires applicables, mais également sur l'impact de modifications majeures de l'environnement légal et réglementaire auquel sont soumises les activités d'Unofi-Assurances et du groupe.

A ce titre, elle informe régulièrement le comité exécutif du groupe des sujets majeurs liés à la conformité. Ces derniers portent notamment sur les principales évolutions réglementaires.

Elle fournit expertise, conseil et assistance aux différentes entités du groupe afin d'évaluer les situations et les problématiques majeures de conformité, d'analyser les risques principaux de conformité et de contribuer à élaborer des solutions pour réduire les risques auxquels le groupe est exposé.

La fonction de vérification de la conformité gère un éventail étendu de sujets, décrits dans la politique de conformité, incluant notamment (i) le dispositif de veille réglementaire, (ii) les reportings réguliers aux instances de gouvernance et aux autorités de contrôle sur les questions de conformité et réglementaires, (iii) la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux ainsi que le respect des mesures relatif au gel des avoirs, (iv) l'éthique et la déontologie professionnelles, (v) les règles de protection de la clientèle et l'adéquation des pratiques

commerciales, (vi) la protection des données, (vii) la conformité des produits et services proposés, (viii) la lutte contre la fraude interne et externe, et (ix) le suivi d'autres risques majeurs liés aux exigences réglementaires et de conformité.

En 2019, la direction du contrôle interne et de la conformité a révisé et soumis au comité d'audit du Groupe et d'Unofi -Assurances ainsi qu'aux conseils de surveillance de ces entités la politique de conformité.

Cette politique interne, révisable annuellement et applicable à l'ensemble des entités du groupe, définit les responsabilités, le champ d'application, les compétences et les obligations de reporting de la direction du contrôle interne et de la conformité ainsi que le requiert la réglementation Solvabilité 2. Elle décrit également ses responsabilités en termes d'identification des risques et d'activités de conseil et de suivi.

C.4.4 - Activités 2019 de la direction du contrôle interne et de la conformité

La direction du contrôle interne et de la conformité, sur la base d'une évaluation des risques liés à la conformité, des risques opérationnels et des évolutions réglementaires élabore et met en œuvre un plan annuel de contrôle et de conformité.

En 2019, les principales missions de conseil ont porté sur la mise en œuvre (i) de la loi n° 2019-486 relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite "Loi Pacte" qui renforce notamment les obligations d'information d'UNOFI-Assurances, développe les unités de compte vertes, solidaires et responsables et ouvre la transférabilité des contrats au sein de la compagnie, et (II) de la directive sur la distribution en assurance (DDA) destinée à garantir une transparence des informations transmises par les distributeurs et à renforcer la protection des investisseurs en leur proposant des produits en adéquation avec leurs besoins.

Les principales missions de contrôle ont porté sur les processus (i) de traitement des rachats et des transformations des contrats, (ii) de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, (iii) d'élaboration des documents contractuels (iv) de vérification du respect de la politique d'investissement définie par Unofi-Assurances et (v) de vérification de la conformité des souscriptions de contrats d'assurance-vie et de capitalisation notamment en ce qui concerne le respect des exigences issues des réglementations PRIIPs et DDA, et la conformité du nouveau processus de souscription dématérialisée.

Les avis émis sur la conformité des opérations sont matérialisés et conservés électroniquement. Les éventuelles recommandations et les actions correctrices mises en œuvre font l'objet d'un suivi afin d'en vérifier l'application.

C.5 - Fonction d'audit interne

Le directeur de l'audit interne est le responsable de la fonction clé de l'audit interne.

C.5.1 - Missions réalisées en 2019

Au cours de l'exercice 2019 la direction de l'audit interne a mené cinq missions concernant :

- La mutation de logiciel de comptabilité titres ;
- Le respect de la politique d'investissement 2019 ;
- La communication à destination des clients ;
- Le suivi des recommandations ;
- Une mission d'audit sur la protection des données confié à un cabinet extérieur.

C.5.2 - La politique d'audit interne

La politique d'audit interne du groupe définit et précise la mission, les pouvoirs et les responsabilités de la fonction clé d'audit interne au sein du groupe Unofi ainsi que les objectifs que le groupe poursuit en la matière. Chaque année elle est validée par les dirigeants effectifs de la SAS Unofi, examinée par le comité d'audit de la SAS Unofi puis approuvée par le conseil de surveillance.

Elle se réfère aux obligations inscrites dans la directive Solvabilité 2, le règlement délégué, le code des assurances et les différentes recommandations émises dans la notice « Solvabilité II - Système de gouvernance » du 17/12/2015 concernant l'audit interne.

Cette politique s'applique mutatis mutandi aux filiales de la SAS sauf dispositions réglementaires spécifiques auquel cas elle est déclinée pour l'entité concernée.

La politique définit :

- **Les objectifs de l'audit interne**

La direction de l'audit interne, dans le champ couvert par ses missions, évalue le fonctionnement des dispositifs de gestion des risques, de conformité et de contrôle interne de l'ensemble des sociétés du groupe Unofi (la SAS Unofi, l'ensemble de ses filiales, le GIE Unofi Gestion), en effectue une surveillance régulière et fait toute préconisation pour les améliorer.

Elle s'assure de l'application effective des instructions de la direction générale et vérifie le bon fonctionnement des processus de la société.

- **Les responsabilités et les tâches de la direction de l'audit interne**

Le directeur de l'audit interne du groupe Unofi n'exerce aucune autre fonction clé et aucune fonction opérationnelle évitant ainsi d'éventuels conflits d'intérêts.

La direction de l'audit interne établit, met en œuvre et maintient opérationnel un plan d'audit pluriannuel visant à examiner et à évaluer l'adéquation et l'efficacité des systèmes, mécanismes de conformité et contrôle interne, de gestion des risques et autres dispositifs mis en place par les sociétés du groupe. Le plan d'audit interne est établi en tenant compte des principaux risques de la société.

Elle formule des recommandations fondées sur les résultats des travaux réalisés. Ces dernières sont consignées dans le rapport établi au terme de chaque mission. Elle met en place un dispositif de suivi de la réalisation des recommandations acceptées par la direction générale.

Le directeur de l'audit interne rédige annuellement un rapport à l'attention des conseils de surveillance et/ou des comités d'audit du groupe mentionnant les éventuelles insuffisances constatées, les délais pour y remédier et un bilan de l'aboutissement des recommandations.

- **Positionnement et moyens de l'audit interne**

La fonction d'audit interne est centralisée au sein d'une direction spécifique – la Direction de l'audit interne. Son directeur, salarié du groupe, en est le responsable, il rend compte à la direction générale de la SAS Unofi qui informe, selon des modalités arrêtées par le groupe, le comité d'audit et les organes de surveillance des résultats significatifs de la surveillance exercée.

Le directeur de l'audit interne est hiérarchiquement rattaché aux dirigeants effectifs du groupe Unofi. Lorsqu'il estime qu'une information ou qu'une insuffisance grave relevée au cours d'une mission est à communiquer aux autorités de tutelle, le directeur de l'audit interne examine avec les dirigeants effectifs, le directeur de la conformité et du contrôle interne, le

directeur des risques et le président du comité d'audit les conditions dans lesquelles l'information sera portée à la connaissance de l'autorité prudentielle.

Le directeur de l'audit interne peut accéder directement et sans intermédiaire aux instances de direction des différentes entités du Groupe. Il dispose également d'un accès direct à tous les collaborateurs de tous les services, à toutes les données et à tous les dossiers. Il a accès à l'ensemble des informations du groupe. Il s'appuie en particulier sur les résultats des travaux de la direction de la conformité et du contrôle interne et celle de la gestion des risques.

Depuis le mois de septembre 2018, l'effectif de la direction de l'audit interne a été renforcé d'un auditeur.

La direction de l'audit réalise les missions prévues au plan d'audit qui couvrent l'ensemble des activités et processus du groupe Unofi. Il peut dans le cadre de la réalisation du plan de contrôle faire appel à des prestataires extérieurs pour auditer certains processus. Dans ce cas, les prestataires interviennent sous la responsabilité du directeur de l'audit interne.

C.5.3 - Le plan d'audit interne

Le plan d'audit interne est élaboré pour une période de trois ans. Il couvre l'ensemble des activités et des processus du groupe Unofi.

La direction générale du groupe adopte le plan d'audit qui est ensuite communiqué à la direction du contrôle interne et de la conformité, à la direction des risques, à l'organe de gestion de chacune des entités du groupe, au comité exécutif, ainsi qu'à chacune des directions "métiers" pour les domaines qui les concernent.

Il est révisé tous les ans pour prendre en compte tout nouveau risque résultant d'une évolution réglementaire, d'un changement d'organisation, des caractéristiques des produits ou du lancement d'une activité nouvelle. Le plan révisé annuellement est approuvé par les dirigeants effectifs de la SAS Unofi et présenté au comité d'audit.

Le plan d'audit est fondé sur une approche par les risques pour définir des priorités cohérentes avec les objectifs du groupe. Le plan réunit les missions que l'audit interne engagera sur les trois années à venir.

C.6 - Fonction actuarielle

C.6.1 - La fonction actuarielle chez Unofi

C.6.1.1 - Périmètre d'intervention

L'article 48 de la directive 2009/138/CE prévoit la mise en place d'une fonction actuarielle dans la structure organisationnelle des entreprises d'assurance. Ses missions sont de :

- 1) coordonner le calcul des provisions techniques et garantir leur fiabilité
- 2) émettre un avis sur la politique de souscription
- 3) émettre un avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance

S'agissant du premier point, rien n'est précisé concernant le calcul du capital de solvabilité requis (SCR), ni des fonds propres. Selon les organisations, la validation et le contrôle de ces éléments relève soit de la responsabilité de la fonction actuarielle, soit de celle de la fonction de gestion des risques.

En pratique, il s'agit des mêmes processus, acteurs, outils, données et méthodologies de calcul. Au sein d'Unofi, les missions de la fonction actuarielle couvrent l'ensemble des calculs prudentiels, aussi bien les provisions techniques que les fonds propres et le SCR.

C.6.1.2 - Organisation opérationnelle

La direction de l'actuariat, des produits et des risques est composée de 5 personnes : 2 actuaires seniors et 2 MOA/chefs de projet produits également expérimentés, et le directeur. Ce dernier porte la responsabilité de la fonction actuarielle.

Les 4 collaborateurs opérationnels assurent de manière autonome les travaux liés au calcul des provisions techniques et de la solvabilité, à savoir l'extraction des données du système d'information, la détermination des hypothèses, la projection des flux futurs à l'aide du modèle actuariel et la valorisation finale des éléments de provisions et de solvabilité.

Compte tenu de leur expérience et de leur niveau de séniorité, ils procèdent aux validations et contrôles de 1er niveau des résultats obtenus.

Les travaux de la direction de l'actuariat, des produits et des risques sont complétés par ceux de la direction de la comptabilité et des budgets qui a en charge, dans ce dispositif, de fournir les données des actifs pour le modèle et de cadrer les inputs du modèle avec le bilan comptable.

Le directeur de l'actuariat, des produits et des risques coordonne ce dispositif et assure une validation de second niveau des calculs, des hypothèses retenues et de la vraisemblance des résultats obtenus.

Cette séparation des rôles préserve :

- l'indépendance et l'objectivité du responsable de la fonction actuarielle dans ses travaux de contrôle ;
- la disponibilité nécessaire pour assumer le cumul de responsabilité de la fonction actuarielle et de la fonction de gestion des risques.

C.6.2 - Les activités conduites en 2019

En dehors de la coordination des travaux de calculs de solvabilité, l'activité de la fonction actuarielle en 2019 a principalement consisté à mettre en place le plan de suivi des recommandations issues du contrôle l'ACPR sur les méthodes et outils de calculs de solvabilité.

C.7 - Sous-traitance

C.7.1 - Sous-traitance externe

Unofi-Assurances a recours à un logiciel externe pour produire les calculs prudentiels liés à Solvabilité 2. Un contrat de prestations entre l'éditeur du logiciel et Unofi-Assurances formalise les droits et obligations de chaque partie. En particulier, s'agissant de la clause de résiliation, le délai de préavis a été fixé pour une durée suffisamment longue pour permettre à la compagnie de disposer si besoin, de l'outil, afin de produire, dans des conditions normales, le reporting prudentiel annuel correspondant à la clôture comptable annuelle suivant la date de demande de résiliation.

Aucune autre sous-traitance significative externe à Unofi-Assurances n'est à signaler.

C.7.2 - Sous-traitance interne au groupe

Les activités du groupe Unofi sont regroupées par filiales afin donner au groupe l'ensemble des moyens nécessaires pour apporter le meilleur service patrimonial aux clients. Dans ce cadre, la gestion des actifs liés à l'activité d'Unofi-Assurances est assurée par Unofi-Gestion d'Actifs (UGA). Un mandat entre Unofi-Assurances et UGA formalise les relations entre le mandant et le mandataire.

Les comités financier et immobilier, tels que décrits au paragraphe B.1.6, visent à étudier les propositions d'investissement. Les deux dirigeants effectifs du groupe, également président et membre du Directoire d'Unofi-Assurances, participent à ces deux comités. Ils se prononcent en dernier ressort sur leur accord ou leur refus pour chaque proposition d'investissement étudiée.

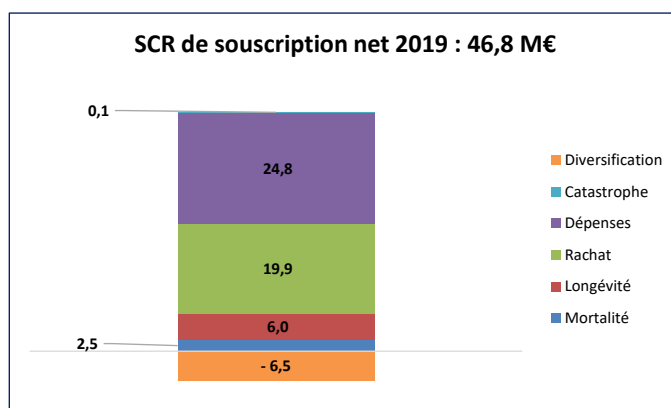
C.8 - Autres informations

Pas d'information particulière.

D - PROFIL DE RISQUE

D.1 - Risque de souscription

Les risques de la formule standard :

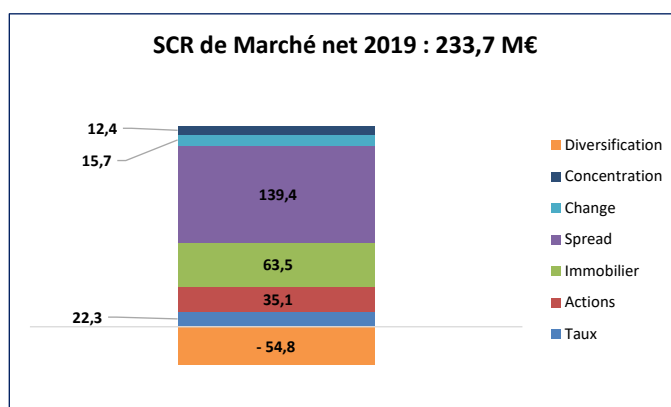


Le risque de dérive des dépenses apparaît comme le principal risque de souscription d'Unofi-Assurances dans le calcul par la formule standard. Pour rappel, le calcul correspond à une augmentation de 10% des dépenses prises en considération dans le calcul des best estimate, conjuguée à une hausse d'un point de pourcentage du taux d'inflation des dépenses.

Le risque de rachat apparaît comme le second risque de souscription le plus important pour la compagnie. Le calcul simule une vague massive de rachat sur 40% du portefeuille. L'impact correspond à l'écart entre un tel scénario de choc et un scénario dit central.

D.2 - Risque de marché

D.2.1 - Risques de la formule standard



Le SCR de marché calculé par la formule standard se compose majoritairement du risque de spread (ie risque de crédit sur les produits de taux).

D.2.2 - Risque de spread

4,5 Mds € du portefeuille d'actifs sont exposés au risque de spread. Il s'agit des obligations détenues en direct et de la part obligataire incluse dans les OPC. L'an dernier, l'exposition

s'élevait à 4,3 Mds €. L'augmentation de l'exposition s'explique surtout par l'augmentation des valeurs de marché des titres compte tenu du resserrement des spreads constaté en 2019.

Tel que décrit dans la politique de placement, Unofi-Assurances a pour objectif de maintenir le risque de spread dans des proportions maîtrisées.

La duration des titres obligataires a baissé en 2019 et se situe à un niveau nettement inférieur par rapport à celle du passif, ce qui, dans le contexte actuel de taux d'intérêt toujours bas, apparaît plutôt prudent.

D.2.3 - Risque immobilier

L'exposition du portefeuille au risque immobilier est de 621 M€ à fin 2019.

Face aux taux d'intérêt bas qui réduisent les opportunités d'investissement en obligation, l'immobilier s'avère être une solution de diversification, dans les limites autorisées par l'allocation stratégique propre à chaque portefeuille de contrats. La politique de placement privilégie les investissements qualitatifs sur des immeubles de bureaux en région parisienne et dans les grandes métropoles régionales.

D.2.4 - Risque de concentration

11 groupes émetteurs ont un poids de plus d'1,5% sur le portefeuille total d'actifs. Les titres correspondant représentent dans leur ensemble 1 450 M€ en valeur de marché.

D.3 - Risque de liquidité

A l'instar des autres assureurs-vie, Unofi-Assurances transmet toutes les semaines à l'ACPR un état de suivi hebdomadaire des flux de primes et de prestations. Cet état permet aux membres du COMEX de suivre hebdomadairement le niveau des encaissements, de la collecte nette, des rachats et autres mouvements. Il constitue un indicateur de suivi du besoin de liquidité.

Tel que défini dans la politique de placements, le niveau minimal de trésorerie et de liquidités à détenir pour un portefeuille donné, correspond à un trimestre de prestations à échoir. En cas d'augmentation du taux de prestation rapporté à l'encours de début d'année d'au moins 1% par rapport à celui constaté en début d'exercice, ce niveau est majoré de 30%. Les niveaux minimums de trésorerie sont suivis et analysés bi-mensuellement en comité financier.

Bien que le risque de liquidité soit présent en permanence dans l'activité d'Unofi-Assurances, le dispositif de suivi et les niveaux minimums de seuils de détention de trésorerie conduisent à penser que le risque de liquidité est attentivement suivi et prudemment géré.

D.4 - Risque opérationnel

La gestion des risques opérationnels vise à dimensionner les activités de contrôle aux enjeux propres à chaque processus en améliorant et/ou en concevant les contrôles appropriés et à utiliser la gestion des risques et le contrôle interne comme un levier d'amélioration des performances de l'entreprise.

Un cadre et une méthode unique ont été définis au niveau du groupe pour identifier, évaluer (en termes de fréquence, de détectabilité, de gravité, de maîtrise et d'impact) et suivre les risques opérationnels en s'appuyant sur le déploiement d'un outil commun permettant d'associer les risques aux tâches de contrôle des processus métiers.

Les processus organisationnels ont été cartographiés. Ils sont régulièrement mis à jour et complétés par les procédures. Ils sont accessibles aux collaborateurs pour qui ils constituent une source documentaire.

La typologie des risques opérationnels est commune au travers des catégories de risques définis par les normes IFACI :

- Production (risques résultant de défauts dans la chaîne de réalisation, de vente ou de gestion);
- Humain (risques résultant de l'intervention humaine dans les activités incluant la fraude interne et externe);
- Commercial (risques résultant de défauts dans les réseaux ou forces de vente);
- Organisation (risques résultant de défaut dans l'organisation de l'entreprise et de ses procédures);
- Systèmes d'information (risques résultant de défauts, défaillances ou dysfonctionnements de l'outil informatique - matériels et logiciels);
- Logistiques hors SI (risques résultant de défauts dans un processus support hors SI et RH);
- Relations avec les tiers (risques résultant de défaillance de qualité dans les relations avec les tiers).

Un processus de collecte des incidents dans les services opérationnels ainsi qu'un suivi des pertes financières liées aux réclamations permettent d'identifier les pertes opérationnelles réelles.

Les incidents répertoriés constituent une source d'informations permettant de s'assurer de la cohérence des évaluations des risques opérationnels, d'identifier les axes d'amélioration et de mettre en place les plans d'action. Ils permettent également de détecter de nouveaux risques opérationnels.

Cette approche en matière de risques opérationnels est suivie par la direction générale qui s'assure de la pertinence des actions correctives et préventives mises en place.

En outre, le développement de la compétence des collaborateurs est assuré par la mise en œuvre d'un plan de formation annuel.

Enfin, un plan de continuité d'activité (PCA), intégrant le plan de reprise d'activité informatique (PRAI), permet à Unofi-Assurances et au groupe de maintenir les activités indispensables en cas de sinistres majeurs (inaccessibilité des locaux, indisponibilité des personnes, indisponibilité des systèmes et indisponibilité des locaux et d'une partie des systèmes d'information). A cet égard, le confinement décrété par le gouvernement le 17 mars 2020 a conduit Unofi à activer son PCA et à équiper les salariés du groupe d'ordinateurs portables afin de recourir massivement au télétravail.

D.5 - Autres risques importants

Les risques et les problématiques abordés dans cette partie sont analysés au niveau du groupe Unofi.

D.5.1 - Risque de non-conformité réglementaire

Le risque de non-conformité est défini comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation qui naît du non-

respect des obligations professionnelles qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques.

Du fait de la distribution des produits et services d'Unofi exclusivement aux clients des offices notariaux, l'environnement dans lequel évolue le groupe a une forte dimension juridique et fiscale.

Les activités d'Unofi (assurance, gestion d'actifs, financement) sont soumises à des réglementations différentes et qui sont en évolution permanente. Les initiatives législatives et réglementaires sont destinées à renforcer la transparence des produits, leur distribution et leur suivi. De plus, l'environnement contentieux évolue avec l'introduction des actions de groupe.

La veille réglementaire s'opère à tous les niveaux dans le groupe, par les directions métiers, par la direction du contrôle interne et de la conformité et par la direction générale. Un point d'actualité spécifique est systématiquement à l'ordre du jour du comité exécutif qui se tient à une fréquence bi-mensuelle.

La surveillance du respect et de la pertinence du dispositif est assurée par la direction du contrôle interne et de la conformité en liaison avec la direction de la gestion des risques.

Lorsqu'un texte réglementaire présente différentes options de lecture et/ou entraîne une modification des processus et procédures touchant plusieurs directions, la direction générale détermine la position du groupe sur la base d'une analyse formalisée faisant apparaître les risques potentiels et l'avis de la direction du contrôle interne et de la conformité.

Enfin, la conformité en matière de devoir de conseil envers les clients, de contrats en déshérence et de lutte contre le blanchiment d'argent fait l'objet d'une attention et d'une sensibilisation particulière dans le groupe au niveau de tous les collaborateurs.

D.5.2 - Risque de concurrence

Les deux activités principales d'Unofi sont soumises à une rude concurrence, qu'il s'agisse de l'épargne d'assurance-vie et de capitalisation, ou de l'épargne immobilière en parts de SCPI.

En termes de clientèle, Unofi opère sur un marché de niche tout autant concurrentiel en ne s'adressant qu'aux clients assistés de leur notaire.

Les évolutions fiscales introduites par la loi de finances 2018 ont accentué ce risque pour Unofi. La mise en place du prélèvement forfaitaire unique a mis sur un pied d'égalité fiscale les produits d'investissement hors immobilier, qu'il s'agisse des produits d'assurance-vie ou des solutions d'épargne de type bancaire.

Comme l'ont montré les calculs, la solidité et la pérennité d'Unofi repose avant tout sur sa capacité à poursuivre et à développer son activité. La stratégie d'Unofi va dans ce sens. Elle vise à renforcer son partenariat avec le notariat, réussir la transformation digitale et adapter l'offre de produits et de services aux besoins évolutifs des clients de notaires.

D.5.3 - Risque d'image

le groupe est particulièrement sensible aux risques pouvant affecter son intégrité et son image. Une exigence particulièrement élevée s'impose à chaque collaborateur du groupe sur le plan du professionnalisme et du respect des règles déontologiques liées au métier d'Unofi.

Le groupe a défini un cadre précis pour protéger son image et sa réputation notamment concernant la communication à ses actionnaires, aux notaires, à ses clients, à la presse ou en interne via :

- une politique de communication interne et externe,
- un suivi continu de l'image et de la réputation d'Unofi en ligne et dans la presse,
- et une répartition des rôles au sein du groupe :
 - le directeur général est en charge de la communication avec les actionnaires, les notaires et la presse ;
 - la direction du développement est en charge de la communication auprès des clients.

E - VALORISATION A DES FINS D'EVALUATION DE LA SOLVABILITE

E.1 - Méthode de valorisation

Les fonds propres et le SCR sont évaluée selon la formule standard telle que décrite dans le règlement délégué 2015/35/CE.

Aucune mesure transitoire n'est prise en compte.

Hormis le correcteur de volatilité (volatility adjustment), aucune autre mesure du paquet "branches longues" n'est utilisée.

Par ailleurs, suite à l'arrêté ministériel relatif aux fonds excédentaires en assurance vie paru au JO du 28 décembre 2019, les provisions pour participations aux excédents (PPE) ont été valorisées dans les fonds propres.

E.2 - Actifs

E.2.1 - Méthode de valorisation des actifs dans le cadre du régime Solvabilité 2

Conformément aux dispositions de l'article 75 de la Directive 2009/138/CE, les actifs sont évalués selon le concept de la "Juste Valeur" (Fair Value), qui repose sur l'hypothèse de continuité de l'activité d'une entité sans besoin ou intention de la liquider, ni de la réduire ou de s'engager dans des transactions à des conditions défavorables.

La juste valeur d'un actif est "le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées et consentantes dans le cadre d'une transaction effectuée dans des conditions de concurrence normale" (IFRS13).

E.2.1.1 - Principes adoptés dans le cadre de la valorisation

Individualisation de la juste valeur : l'évaluation est réalisée sur chaque titre ou actif identifié. Il est tenu compte de ses caractéristiques pour l'appréciation de la juste valeur, notamment l'état de l'actif, son emplacement, les restrictions éventuelles à la vente ou son utilisation.

Il n'a pas été opéré de regroupement d'actifs pour apprécier la juste valeur du portefeuille, chaque ligne est valorisée de façon individuelle. La juste valeur d'une ligne de titres est égale au nombre de titres ou d'unités détenus multiplié par la juste valeur unitaire.

Nature de la transaction : l'évaluation en juste valeur repose sur l'hypothèse que l'actif fait l'objet d'une transaction normale conclue entre des participants de marché avertis dans les conditions de marché en vigueur.

Les participants de marché : les hypothèses à retenir pour l'évaluation en juste valeur sont celles que fixeraient les participants de marché pour déterminer le prix de l'actif, en supposant qu'ils agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Niveau du prix : la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente de l'actif à l'occasion d'une transaction normale sur le marché principal (ou le marché le plus avantageux) à la date d'évaluation dans les conditions de marché en vigueur, que ce prix soit directement observable ou estimé au moyen d'une autre technique, sans coûts de transaction.

Cas des actifs non financiers : l'évaluation de la juste valeur d'un actif non financier repose sur l'hypothèse d'une utilisation optimale. La juste valeur d'un actif non financier tient compte de la capacité d'un participant de marché à générer des avantages économiques en faisant une

utilisation optimale de l'actif ou en le vendant à un autre participant de marché qui en ferait une utilisation optimale.

E.2.1.2 - Recours à une délégation de gestion des placements

Un mandat de gestion pour compte de tiers a été conclu entre Unofi-Assurances et Unofi-Gestion d'actifs à effet du 1er janvier 2002 pour une durée d'un an renouvelable. Ce mandat couvre la gestion des fonds propres et des actifs mis en représentation des contrats d'assurance et de capitalisation, y compris la couverture des engagements libellés en unités de compte, et la valorisation de ces titres, dans le respect de ses agréments et des critères précisés dans son mandat.

Unofi-Gestion d'actifs a donc la responsabilité de retenir les techniques d'évaluation appropriées aux circonstances pour évaluer la juste valeur des actifs, en privilégiant celles qui font appel à l'utilisation de données observables pertinentes et en quantité suffisante, au détriment de celles qui ont recours à des données non observables.

E.2.1.3 - Techniques d'évaluation

Il est fait distinction entre les titres cotés sur un marché "actif" et ceux cotés sur un marché "inactif".

Un marché est dit actif lorsque les prix cotés reflétant les transactions normales du marché sont accessibles quotidiennement par un négociateur, un service payant ou une agence régulière. Sur un tel marché, les prix cotés constituent la meilleure estimation de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est celle du Mark to Market, qui consiste à retenir le cours de cotation. Pour un actif détenu, la juste valeur correspond au cours acheteur. Pour un actif à acquérir, la juste valeur est représentée par le cours vendeur.

Pour les titres non cotés sur un marché actif, le prix de la transaction la plus récente peut constituer la juste valeur, sous réserve que le contexte économique n'ait pas été modifié de manière significative entre la date de transaction et la date d'évaluation. Dans le cas d'une modification substantielle du contexte, le montant peut être ajusté pour tenir compte des effets de cette modification. Si le prix n'existe pas pour l'instrument financier dans sa totalité mais qu'il en existe pour ses différentes composantes, la juste valeur est déterminée à partir de ses composantes.

Dans le cas d'un marché inactif, qui ne permet pas de disposer de prix cotés ou de transactions récentes, plusieurs méthodes de valorisations peuvent être adoptées :

- utilisation de transactions récentes sur le marché, entre parties informées et consentantes ;
- rapprochement avec la juste valeur d'un instrument substantiellement identique ;
- valeur des flux de trésorerie actualisés (méthode des cash-flows actualisés) ;
- utilisation d'un modèle de valorisation (Mark to Model).

Unofi-Gestion d'Actifs retient depuis 2008 différentes sources externes de référence pour déterminer les cours des actifs (Six Telekurs, Bloomberg).

Différents tests de cohérence sont menés régulièrement pour mesurer la volatilité de ces différentes valorisations :

- un contrôle de cohérence entre les différentes sources pour identifier les éventuels écarts ;

- un contrôle de cohérence des données d'une même source entre deux périodes consécutives.

E.2.1.4 - Cas des actifs immobiliers

La juste valeur d'un actif immobilier exclut toute évaluation fondée sur des circonstances ou des termes particuliers tels que des accords atypiques de financement ou de cessions-bails, des contreparties particulières ou des concessions accordées par une partie associée à la vente.

La juste valeur est :

- spécifique à une date donnée : l'appréciation est faite sous hypothèse d'un échange et une conclusion du contrat de vente simultanés sans un ajustement du prix qui pourrait être obtenu dans une transaction effectuée dans des conditions de concurrence normales entre parties consentantes et bien informées si l'échange et la conclusion n'étaient pas simultanés ;
- représentative des conditions de marché à la date d'évaluation ;
- sans coûts de transaction qu'elle peut encourir lors de la vente ou de toute forme de sortie ;
- représentative du revenu locatif des contrats de location en cours et des hypothèses qui pourraient être retenues par des parties consentantes et bien informées pour évaluer les revenus locatifs des contrats de location futurs au vu des conditions actuelles.

En particulier, les parties consentantes et bien informées sont réputées connaître la nature et les caractéristiques de l'immeuble, de ses utilisations effectives et potentielles et des conditions de marché à la date d'évaluation. Elles sont réputées être motivées à réaliser la transaction, sans être tenues de le faire : le prix est donc apprécié dans une optique de conservation, ce qui est prudent.

Les parties sont réputées n'avoir aucune relation particulière qui rendrait le prix des transactions non caractéristique des conditions de marché : elles sont considérées comme non liées, chacune agissant de manière indépendante au meilleur de son intérêt.

A ce titre, la meilleure indication de la juste valeur est fournie par les prix actuels sur un marché actif d'un bien immobilier similaire dans la même localisation, le même état et faisant l'objet de contrats de location et autres contrats similaires.

Sous ces principes, l'évaluation des immeubles, qu'ils soient détenus ou non, en représentation des engagements réglementés est réalisée par un évaluateur interne sur la base des expertises produites par un tiers expert indépendant.

Conformément à l'instruction n°2014-I-07 de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, il est mis en œuvre la procédure d'acceptation de l'expert mandaté pour l'appréciation de la valeur de réalisation des immeubles ou parts ou actions des sociétés immobilières ou foncières non cotées depuis juillet 2014.

E.3 - Provisions techniques

E.3.1 - Segmentation

Les engagements d'assurance d'Unofi-Assurances ont été modélisés selon les 3 catégories de contrats :

- **les contrats de capitalisation** du portefeuille Capital : il s'agit des contrats Unofi-Capital, Unofi-Capital DSK, Unofi-Capital plus, Unofi-Capital fidélité, Unofi-Multicapi, Capiprofiles, Unofi-Capiressources et Notacapi. Une provision pour participation aux excédents (PPE) attachée à ces contrats permet de mutualiser la participation aux bénéfices entre ces contrats ;
- **les contrats d'assurance vie** du portefeuille Avenir : il s'agit des contrats Unofi-Avenir, Unofi-Evolution, Unofi-Choisir, Unofi-Choisir DSK et Notavie. A l'instar du portefeuille Capital, il existe une PPE attachée à ces contrats ;
- **les autres contrats** (en cours d'extinction) regroupent les contrats Unofi-Liberté, Epargne 3 ainsi que des contrats anciens d'épargne, de rentes et de vie entière.

Dans chacune des trois catégories, il existe des engagements en euros issus de contrats monosupports ou multisupports ainsi que des engagements en unités de compte.

E.3.2 - Méthodes de valorisation des provisions en normes solvabilité 2

E.3.2.1 - Principes de calcul

La méthode utilisée respecte le principe édicté par les articles 75 et 76 de la Directive 2009/138/CE, selon lequel les passifs sont valorisés au montant actuel pour lequel ils pourraient être transférés ou réglés sur le champ dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, avec une autre entreprise d'assurance.

Selon la norme solvabilité 2, les provisions techniques sont constituées de la meilleure estimation ("best estimate") et de la marge de risque.

Le calcul du best estimate consiste à retenir la moyenne pondérée par leur probabilité des flux de trésorerie futurs (primes, prestations et frais) actualisés selon la courbe des taux sans risque.

Le best estimate est calculé brut et net de réassurance cédée.

Il est ventilé entre les engagements contractuels au taux minimum garanti et ceux résultant de la participation aux bénéfices future. Dans la terminologie solvabilité 2, les premiers sont appelés "best estimate garanti" (ou BEG) et les seconds, participation aux bénéfices future discrétionnaire (ou FDB).

La FDB intervient dans le calcul de la marge de solvabilité (SCR). Elle correspond au montant maximum de pertes qui pourraient être imputées à la participation des assurés en cas de scénario de choc.

Pour les besoins de la modélisation, le portefeuille d'Unofi-Assurances a été segmenté en autant de catégories nécessaires pour prendre en compte toutes les différentes clauses contractuelles de taux minimum garanti et de participation aux bénéfices.

Les flux de trésorerie futurs ont été déterminés sur la base des données du portefeuille de contrats en tenant compte d'hypothèses attachées aux dispositions contractuelles actuelles, aux données historiques, aux données de marché et aux politiques définies par l'entreprise dans le cadre de sa stratégie de développement. En particulier, des lois d'ajustement ont été prises en compte pour simuler le comportement des preneurs d'assurance et intégrer leur impact sur les flux futurs.

Les flux de trésorerie futurs tiennent compte des éléments de charges affectés aux contrats dans le cadre des dispositions contractuelles (chargements) mais également des charges affectées à l'assureur dans le cadre d'une activité normale de gestion du portefeuille, en considérant que toutes les conventions en vigueur au moment du calcul restent applicables.

E.3.2.2 - Qualité des données utilisées

E.3.2.2.1 - Données des contrats

Les données retenues sont extraites du système de gestion d'Unofi-Assurances (CIRVIE) : pour une gamme de contrats donnée, les contrats en cours au moment du calcul sont regroupés par nature, caractéristique et niveau de risque homogènes. Les critères retenus pour le niveau de risque homogène sont l'ancienneté et les garanties du contrat ainsi que l'âge de l'assuré.

Une distinction est faite entre les contrats souscrits au cours de l'année écoulée et ceux qui étaient déjà en portefeuille au 1^{er} janvier afin d'estimer la contribution des nouvelles souscriptions aux provisions techniques.

S'agissant des contrats multisupports, les engagements ont été ventilés. Les unités de compte représentatives d'engagements libellés en euros ont été isolées. Les engagements des autres unités de comptes ont été ventilés et modélisés en quatre supports d'unité de compte en distinguant les OPCVM selon qu'ils soient :

- composés majoritairement en actions
- composés majoritairement en obligations
- diversifiés
- ou composés majoritairement en instruments monétaires

Des contrôles de premier niveau sont effectués pour vérifier l'exhaustivité, l'adéquation et l'exactitude des données agrégées.

Les calculs sont réalisés par point de modèle, ce qui permet de reproduire "au mieux" les hypothèses appliquées pour le calcul des flux de trésorerie futurs.

E.3.2.2.2 - Hypothèses d'évolution du passif

Aucune prime future n'est retenue dans le calcul des flux de trésorerie futurs : les contrats actuellement en vigueur ne comportent aucune possibilité de contraindre le preneur d'assurance à payer une prime. De plus, la typologie des contrats (à prime unique et versements libres) et le caractère occasionnel des versements libres et de leur montant ne permettent pas de garantir la régularité de tels versements.

Bien que le montant moyen des contrats en portefeuille soit sensiblement plus élevé que celui du marché français, il n'a pas pu être mis en évidence que l'application à ce portefeuille du modèle standard ne lui serait pas adaptée au regard des "lois" de comportements retenues pour les assurés. Celles-ci se fondent sur leur sensibilité aux impacts fiscaux qui constituent des freins efficaces et sur leur sensibilité à la performance relative de leur contrat par rapport au marché au travers d'un écart relatif qui module les comportements vraisemblables des souscripteurs.

Des lois de sorties ont été retenues pour tenir compte de l'écoulement normal des contrats :

- les décès sont simulés par application de tables de mortalité d'expérience hommes et femmes. Ces tables ont été déterminées à partir de données observées sur le portefeuille d'Unofi-Assurances ;
- les rachats programmés sont pris en compte sur chaque police concernée et préalablement à tout autre type de rachat. Le montant annuel de rachat programmé simulé est celui constaté au cours de l'exercice de référence et il est réputé perdurer jusqu'à l'extinction du plan de rachat ;

- les autres rachats sont simulés par application de lois bâties en tenant compte des effets structurels et conjoncturels. La loi de rachats conjoncturels correspond à la loi ONC maximum reprise des Orientations Nationales Complémentaires spécifiées en 2013 par l'ACPR pour les besoins des études d'impacts quantitatifs ;
- les échéances de contrats sont simulées en tenant compte de la durée contractuelle des contrats et en considérant un taux de prorogation moyen constaté sur le portefeuille concerné.

Les engagements de revalorisation ont été mis en œuvre : ces engagements peuvent relever d'une garantie de taux minimum garanti contractuelle, ou d'une garantie de taux annuelle. Dans le cadre de la politique de distribution des résultats, la participation aux résultats est accordée annuellement aux contrats.

Les frais prélevés sur les contrats sont conformes aux dispositions contractuelles : seuls les chargements sur encours sont prélevés, sur la base des taux de chargement prévus aux contrats.

E.3.2.2.3 - Hypothèses d'évolution de l'actif

Les placements adossés aux engagements des contrats ont été simulés ligne par ligne, sans regroupement de lignes de placement :

- conformément aux spécifications réglementaires, les actifs sont projetés en supposant un environnement "risque-neutre".
- les OPC, qu'ils soient ou non supports d'unités de compte, sont transparisés en indiquant la proportion des actifs dans lesquels ils sont investis (part action, monétaire, obligataire et pour cette dernière, la répartition par signature et la durée correspondantes) ;
- les revenus futurs sont simulés conformément aux critères individuels des placements : détachement de coupons sur la base des taux d'intérêt, distribution de dividendes, revenus locatifs pour les actifs immobiliers ;
- en fonction des flux de trésorerie nécessaires à la représentation des engagements de l'assureur, il peut y avoir simulation d'opérations d'investissement ou de désinvestissement des placements. Ces opérations sont réalisées sur la base de la politique de placement décidée par Unofi-Assurances et intégrée comme hypothèse de calcul. Dans ce cadre, il peut y avoir réalisation de plus ou moins-values.

E.3.2.2.4 - Appréciation de la qualité des données

Les données retenues pour le calcul des flux de trésorerie sont établies à un niveau de détail fin, tant pour les données du passif que pour les données de l'actif. Ce niveau permet d'assurer que les flux de trésorerie futurs ne sont pas entachés d'incertitude sur les éléments de base servant au calcul.

Les lois de sorties sont établies par référence aux données historiques, en tenant compte de coefficients de pondération chargés de simuler le comportement des preneurs d'assurance. Ces hypothèses sont fortement dépendantes du contexte économique dans lequel le marché de l'assurance évolue. Il n'a pas été possible de simuler les impacts de la réalisation de risques exogènes pouvant affecter le portefeuille de contrats d'assurances (risque d'évolutions réglementaires ou fiscales défavorables à l'assurance, risque d'évolution de la profession notariale).

Les politiques de placement ou de distribution des participations aux résultats sont, en pratique, décidées dans le cadre du contexte économique et réglementaire : forte concurrence entre les sociétés opérant sur le marché de l'assurance, niveau bas des taux d'intérêts, incitation à une distribution modérée de la part des autorités de tutelle. De fait, les décisions qu'Unofi-Assurances prendra réellement dans ce contexte futur peuvent ne pas être parfaitement en adéquation avec la simulation des flux futurs.

E.3.2.3 - Méthodologie de projection des flux

La simulation prospective est réalisée en tenant compte des interactions actif-passif et notamment l'adéquation des flux d'actifs par rapport aux besoins du passif. Les calculs sont réalisés par modèle de point sur un pas mensuel.

L'horizon de projection est de 30 ans afin d'aboutir à la liquidation totale du portefeuille ou à ce que la proportion des engagements résiduels soit inférieur à 10 % des engagements initiaux.

Les engagements résiduels à la fin de la 30^{ème} année de projection représentent 2,6% des engagements initiaux. Ce portefeuille résiduel est réputé liquidé à cet horizon et sa valeur actualisée est intégrée à la meilleure estimation de la valeur des contrats.

E.3.2.4 - Calcul stochastique

Le calcul stochastique, par opposition au calcul déterministe, a pour but de capter le comportement des assurés face à des situations extrêmes et de valoriser le coût des options et garanties incluses dans les contrats d'assurance (taux minimum garantis, possibilité de rachat, ...).

Ce calcul s'appuie sur une multitude de scénarios obtenus par des tirages aléatoires de variables économiques à l'aide d'un générateur de scénarios économiques.

E.3.2.4.1 - Le générateur de scénarios économiques (GSE)

Le générateur de scénarios économiques (PRN 5) repose sur 6 variables de marché suivant un processus gaussien vectoriel :

- un taux court 3 mois, assimilé au taux des Bons du trésor à 3 mois,
- un taux obligataire long, assimilé au taux des OAT à 10 ans,
- un taux d'inflation, assimilé à l'IPCH,
- un indice de performance action, assimilé au rendement total (dividende inclus) du CAC All Tradable (ex SBF 250),
- un taux de dividende correspondant à l'indice action,
- un indice de performance immobilier, assimilé au rendement total (loyer inclus) d'un portefeuille immobilier.

Le calibrage repose sur deux courbes des taux (courbe des taux zéro-coupons et courbe des taux réels pour l'inflation) et sur deux courbes de volatilité forward. Celles-ci peuvent être obtenues à partir de prix de marché, ou en fonction de données historiques et deux courbes de prix de swaptions.

Les corrélations sont définies par une matrice de corrélations linéaires.

Le modèle de taux est un modèle paramétrique de type DLMM (Libor Market Model décalé) à deux facteurs, ces deux facteurs étant le taux court et le taux long.

Le taux court et le taux long sont modélisés selon un processus brownien géométrique décalé. Les valeurs ainsi générées peuvent être négatives sans toutefois être inférieures à un certain niveau absolu.

Les taux zéro-coupons sont générés selon une méthode d'extrapolation (Nelson et Siegel) à partir du taux court et du taux long.

Le taux d'inflation est également modélisé par un processus brownien géométrique décalé. Le calibrage du processus permet de retrouver le prix de marché des "coupons zéro indexés" déduits d'une courbe de taux réels initiale.

Le rendement total des actions est modélisé par un mouvement brownien géométrique standard. Le taux de dividende suit, pour sa part, un processus de type Exponential-Vasicek. L'indice action est déduit de la performance totale en retranchant les dividendes.

La performance de l'indice immobilier (avec réinvestissement des loyers perçus) est modélisée selon un mouvement brownien géométrique standard, à l'instar du rendement des actions. Le loyer est révisé du mouvement de l'inflation.

E.3.2.4.2 - Calibrage du modèle

Un contrôle du processus de calibrage permet de vérifier l'adéquation du modèle :

- pour le modèle de taux, le calibrage est réalisé sur une équation différentielle pour le taux court, alors qu'il est fait appel à une stratégie d'investissement de type "rolling forward" pour les taux longs. Ce calibrage permet de valider les prix des obligations en ajustant la volatilité forward du taux court ;
- pour l'inflation, le processus de calibrage est identique à celui du taux court du modèle de taux. L'ajustement est également réalisé sur la base de la courbe de volatilité forward de l'inflation ;
- pour le modèle actions, le modèle correspondant à une version discrète du modèle de Black and Scholes, le processus de calibrage est établi par rapport à une équation différentielle. L'ajustement est réalisé sur une courbe de volatilité forward, pouvant être établie à partir des prix de marché d'une série d'options sur indice.

E.3.2.4.3 - Nombre de scénarios

Les simulations sont réalisées, en probabilité risque neutre, sur la base de 1000 scénarios. Les résultats retenus sont la moyenne de ces 1000 scénarios.

E.3.2.5 - Fuite de modèle

L'utilisation de valeurs moyennes pour projeter le portefeuille, qu'il s'agisse d'hypothèses de projection ou de points de modèle, génère inévitablement des fuites de modèle, aussi infimes soient-elles.

La fuite de modèle se définit comme l'écart entre, d'une part, la somme des flux futurs du portefeuille d'actifs, et d'autre part, la somme des flux du portefeuille d'assurance à destination des assurés ou de l'assureur.

Les écarts constatés montrent des flux d'actifs supérieurs aux flux d'assurance de 0,29%. Par prudence et conformément aux recommandations de l'ACPR, les flux retenus pour le calcul des provisions best estimate n'ont pas été augmentées de ces écarts.

E.3.2.6 - Portefeuille non modélisé

Les contrats Unofi-Liberté représentent 91,9 M€ d'engagements soit 1,5% des provisions techniques du bilan social d'Unofi-Assurances.

Ce portefeuille, est constitué de contrats d'assurance-vie et de capitalisation, et est réassuré à 100%. Le réassureur a également en charge la gestion administrative des contrats et la gestion financière des actifs correspondants. Unofi-Assurances ne supporte finalement aucun risque sur ce portefeuille hormis un risque de défaut du gestionnaire/réassureur. Le niveau d'information disponible sur ces contrats ne permettant pas de modéliser correctement les engagements dans le modèle de projection, le best estimate brut et le best estimate cédé sont supposés égaux à la valeur comptable des engagements.

Les contrats Unofi-Rente correspondent à des rentes en cours de service. Ces contrats ne sont plus commercialisés. Les engagements sont peu significatifs (0,2 M€ dans le bilan social). Ces contrats n'ont pas été modélisés. Les provisions best estimate ont été fixées égales à la valeur comptable.

E.3.3 - Ecart de valorisation des provisions techniques

(M€)		Provisions techniques fin 2019 (M€)						
Segments		Solvabilité 1	Solvabilité 2		Ecart		Ecart %	
Portefeuille	Engagements libellés en :	valeur comptable (VC)	BEG	FDB	BEL (BEG+FDB)	BEG - VC	BEL - VC	(BEL-VC) / VC
Avenir	€	3 414,9	3 085,8	639,4	3 725,2	-329,1	310,3	9,1%
Capital	€	1 988,0	1 865,4	246,8	2 112,2	-122,5	124,2	6,2%
Autres	€	130,4	128,6	7,1	135,6	-1,8	5,3	4,0%
Total engagements en €		5 533,2	5 079,8	893,2	5 973,0	-453,4	439,8	7,9%
Avenir	UC	487,0	443,9	-	443,9	-43,0	-43,0	-8,8%
Capital	UC	138,3	129,1	-	129,1	-9,2	-9,2	-6,6%
Autres	UC	8,9	8,8	-	8,8	-0,1	-0,1	-0,9%
Total engagements en UC		634,2	581,8	-	581,8	-52,3	-52,3	-8,2%
Marge de risque	€	-	-	-	46,32	-	46,3	
Marge de risque	UC	-	-	-	14,31	-	14,3	
Total		6 167,4	5 661,6	893,2	6 615,5	-505,7	448,1	7,3%

Les provisions techniques d'Unofi-Assurances, évaluées selon la norme solvabilité 2, s'élèvent à 6 615,5 M€, dont 5 661,6 M€ au titre du best estimate garanti (BEG), 893,2 M€ de participation aux bénéfices future (FDB) et 60,6 M€ de marge de risque.

E.3.3.1 - Best estimate

Par rapport à la valeur comptable des provisions, la valorisation selon la norme solvabilité 2 conduit à des écarts positifs sur les portefeuilles d'engagements libellés en euros et négatifs sur les unités de compte.

La prise en compte des coûts de gestion futurs et non plus des prélèvements de gestion futurs contribue à diminuer les provisions permettant ainsi de valoriser les marges d'exploitation futures.

La projection de la participation aux bénéfices future hors PPE conduit à augmenter les engagements en euros par rapport à leur valeur comptable. Cette augmentation provient pour partie des plus-values latentes des actifs.

E.3.3.2 - Marge de risque

La marge de risque correspond au supplément de provisions qu'exigerait un nouvel assureur reprenant les engagements du best estimate. Elle traduit le coût du capital immobilisé lié à ces

engagements. Conceptuellement, cette provision, spécifique à solvabilité 2, n'a pas d'équivalent dans les provisions comptables.

La marge de risque est évaluée à 60,6 M€, dont 46,3 M€ au titre des engagements en euros et 14,3 M€ au titre des engagements en unités de compte.

Elle a été calculée conformément à l'article 58 du règlement délégué en retenant la méthode 3. Ainsi, à l'instant initial, il est calculé un SCR(0) dit "de référence" dans lequel le risque de marché est supposé nul. Ce SCR est projeté jusqu'à l'extinction du portefeuille en supposant qu'il évolue selon le même profil d'écoulement que le best estimate. La marge de risque est calculée comme le coût d'immobilisation à 6% du SCR sur toute la période de projection. Les montants sont actualisés aux taux sans risque.

E.4 - Autres passifs

Les provisions pour risques et charges sont évaluées à 0,1 M€ au titre d'engagements de fin de carrière sur le personnel.

E.5 - Méthodes de valorisation alternatives

Aucune méthode alternative de valorisation n'est utilisée.

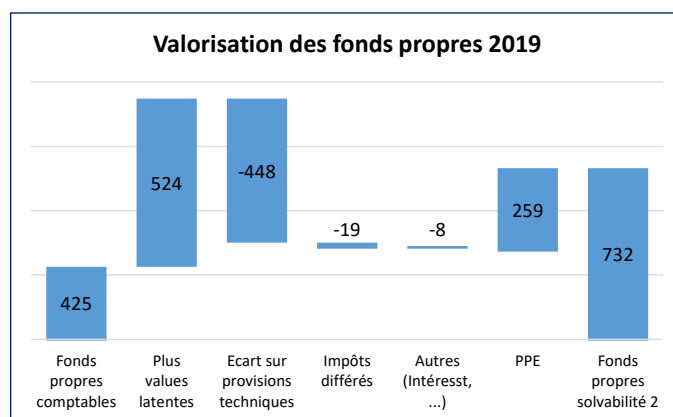
E.6 - Autres informations

Pas d'autres informations sur les méthodes de valorisation.

F - GESTION DU CAPITAL

F.1 - Fonds propres

F.1.1 - Ecart d'évaluation entre fonds propres comptables et fonds propres solvabilité 2



Les fonds propres comptables sont évalués au 31 décembre 2019 à 425 M€, décomposés selon les éléments suivants :

- le capital en actions ordinaires libéré pour un montant de 54,1 M€ ;
- de réserves et report à nouveau pour un montant de 349,2 M€ ;
- du résultat de l'exercice écoulé pour un montant de 22,0 M€.

Les fonds propres en normes Solvabilité 2 ressortent à 732 M€, en augmentation de 307 M€ par rapport aux fonds propres comptables. Cette augmentation résulte des écarts de valorisation des actifs et passifs du bilan. Aucun dividende à recevoir ou verser en 2020 au titre de l'exercice 2019 n'a été pris en compte.

Les écarts de valorisation des postes du bilan proviennent principalement :

- des actifs financiers qui, pris à leur valeur de marché, augmentent de 523,6 M€ par rapport à leur comptable ;
- des provisions techniques brutes qui augmentent de 448,1 M€. Ces provisions ne correspondent plus à l'épargne acquise à la date d'évaluation mais intègrent les participations aux bénéfices futures probables ainsi qu'une marge de risque et sont actualisées aux taux sans risque ;
- du coût de l'intéressement lié aux marges futures pour 8,3 M€ ;
- des impôts différés pour 19,4 M€ au passif du bilan, qui résultent des variations de valeur mentionnées ci-dessus auxquelles est appliqué un taux d'impôt de 28,92% correspondant à un taux de base de 28% majoré de la contribution additionnelle de 3,3%.

En théorie, il conviendrait de retenir une chronique de taux de base décroissante de 31% en 2020, 27,5% en 2021 et 25% à partir de 2022. La majeure partie des flux et des marges survenant au-delà de 2021, le taux d'impôts moyen retenu apparaît prudent.

- De la valeur des PPE pour 259,5 M€. Ces provisions s'élèvent à 270,9 M€ dans le bilan comptable.

F.1.2 - Structure des fonds propres

F.1.2.1 - Fonds propres de base

F.1.2.1.1 - Nature des fonds propres

Les fonds propres de base sont composés de l'excédent des actifs par rapport aux passifs, ainsi que des passifs subordonnés, déduction faite du montant des actions propres que l'entreprise détiendrait.

Les éléments constitutifs de l'excédent des actifs par rapport aux passifs sont décrits dans l'article 69 du règlement délégué 2015/35/CE. Ils sont établis comme suit :

- le capital en actions ordinaire libéré ;
- les fonds excédentaires qui ne sont pas considérés comme des engagements d'assurance ;
- une réserve de réconciliation établie conformément aux précisions de calcul mentionnées à l'article 70 du règlement délégué 2015/35/CE

F.1.2.1.2 - Classification en niveaux

Les éléments de fonds propres de base sont classés selon les niveaux indiqués dans les articles 93 et 94 de la Directive 2009/138/CE :

- le niveau 1 correspond à un élément en permanence disponible ou pouvant être appelé sur demande pour absorber totalement des pertes exposées soit dans le cadre d'une exploitation continue soit dans le cadre d'une liquidation. Dans le cadre d'une liquidation, son montant doit, en outre, être intégralement disponible et affecté totalement au règlement intégral des engagements d'assurance vis-à-vis des preneurs et des bénéficiaires de contrat d'assurance, sans que le détenteur puisse en demander le remboursement ;
- Le niveau 2 correspond à un élément dont le montant total est, dans le cadre d'une liquidation, intégralement disponible et affecté totalement au règlement intégral des engagements d'assurance vis-à-vis des preneurs et des bénéficiaires de contrat d'assurance, sans que le détenteur puisse en demander le remboursement ;
- Le niveau 3 est affecté à un élément ne remplissant pas les critères pour être classé en niveau 1 ou en niveau 2.

F.1.2.1.3 - Affectation des fonds propres par niveau

L'ensemble des éléments constituant les fonds propres d'Unofi-Assurances déterminés au 31 décembre 2019 selon les critères qualitatifs et quantitatifs sont affectés en niveau 1 :

- le capital social exposé par Unofi-Assurances est bien libéré et répond aux critères exigés pour la qualification en niveau 1, pour un montant de 54,1 M€ ;
- La réserve de réconciliation s'élève à 418,9 M€ ;
- Les fonds excédentaires correspondant à la valeur des PPE s'élèvent à 259,5 M€.

Unofi-Assurances ne détient pas d'actions propres. De même, Unofi-Assurances ne dispose d'aucun élément de fonds propres de base qui serait classé en niveau 2 ou en niveau 3.

F.1.2.2 - Fonds propres auxiliaires

Unofi-Assurances ne dispose pas de fonds propres auxiliaires au 31 décembre 2019.

F.1.2.3 - Prise en compte de transactions intra-groupe

Unofi-Assurances détient au 31 décembre 2019 une participation dans le capital de deux sociétés du groupe :

- Unofi-Patrimoine, dont l'objet social est la prestation, le courtage et l'intermédiation de services commerciaux dans les domaines de l'assurance, de l'épargne immobilière, des produits financiers et du crédit, pour un taux de participation de 49,99 % ;
- Unofi-Gestion d'Actifs, dont l'objet social est la gestion de portefeuilles, pour un taux de participation de 49,24 % ;

Unofi-Patrimoine est une société anonyme, immatriculée au RCS de Paris n°378 566 533, pour un capital social de 1 525 000 €, exerçant à titre principal une activité d'intermédiaire d'assurance sous le n° d'agrément ORIAS 07001835.

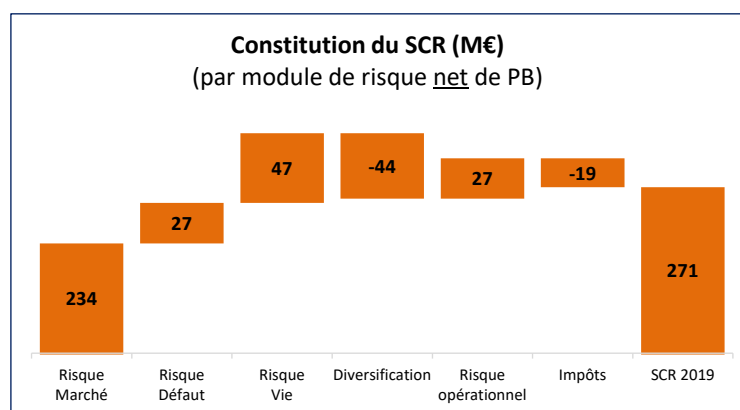
Unofi-Gestion d'Actifs est une société anonyme, immatriculée au RCS de Paris n°347 710 824, pour un capital social de 1 000 572 €, exerçant à titre principal une activité de gestion de portefeuille pour le compte de tiers dans les limites de l'agrément octroyé par l'Autorité des Marchés Financiers et sur la base du programme d'activité approuvé par ladite Autorité, sous le n° d'agrément GP-14000023.

Aucune de ces deux sociétés n'est qualifiée en établissement de crédit ou en établissement financier tel que précisés dans l'article 4 de la Directive 2006/48/CE.

A ce titre, les participations dans ces deux sociétés n'ont pas fait l'objet de retraitement, conformément aux dispositions du règlement délégué 2015/35/CE

F.2 - Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

F.2.1 - Constitution du SCR



F.2.1.1 - Les éléments constitutifs

Le montant du capital de solvabilité requis (SCR) est évalué au 31 décembre 2019 à 271 M€. Il se décompose selon les éléments suivants :

- le risque de marché qui comprend l'ensemble des chocs sur les actifs financiers pour un montant de 234 M€ ;
- le risque de défaut des contreparties pour un montant de 27 M€ ;
- le risque de souscription vie qui intègre les chocs assurances (mortalité, longévité, rachats, ...) pour un montant de 47 M€ ;

- les gains de diversification inter-module des éléments ci-dessus pour un montant de -44 M€ ;
- le risque opérationnel pour un montant de 27 M€ ;
- L'amortissement par les impôts différés pour un montant de -19 M€.

Les chocs financiers constituent les principaux risques de l'activité d'Unofi-Assurances.

F.2.2 - Calcul du MCR

Selon le principe dicté à l'article 129 de la Directive 2009/138/CE, le minimum de capital requis (MCR) est le niveau de fonds propres en deçà duquel un assureur ne serait plus autorisé à poursuivre son activité.

Son calcul doit être simple et clair de sorte à pouvoir être vérifiable rapidement.

Le MCR ne peut être inférieur à 25% du SCR ni supérieur à 45% du SCR.

Calcul du MCR (M€)	Assiette nette de réassurance (1)	Coefficient (2)	MCR _{vie} (1) x (2)
BEG engagements en €	4 571,5	3,70%	169,1
FDB	803,9	-5,20%	-41,8
BE engagements en UC	527,4	0,70%	3,7
Capital sous risque	-	0,07%	-
Total			131,0
Plafond MCR : 45% x SCR			122,1
Plancher MCR : 25% x SCR			67,9
Plancher absolu du MCR			3,2
MCR retenu			122,1

Le MCR a été calculé conformément aux articles 248 à 251 du règlement délégué.

La formule de calcul est une fonction linéaire des encours et des capitaux sous risques nets de réassurance.

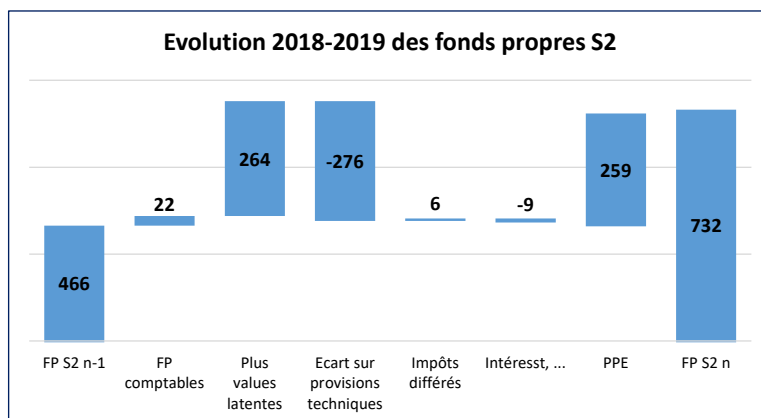
Au 31 décembre 2019, Le MCR est évalué à 122,1 M€.

F.3 - Résultats et évolution N-1 / N

Solvabilité Unofi-Assurances (M€)	2018	2019 (septembre) ORSA	2019 (31/12)
Fonds propres	465,7	462,2	732,5
SCR	313,4	267,1	271,4
Ratio de couverture	149%	173%	270%

F.3.1 - Fonds propres

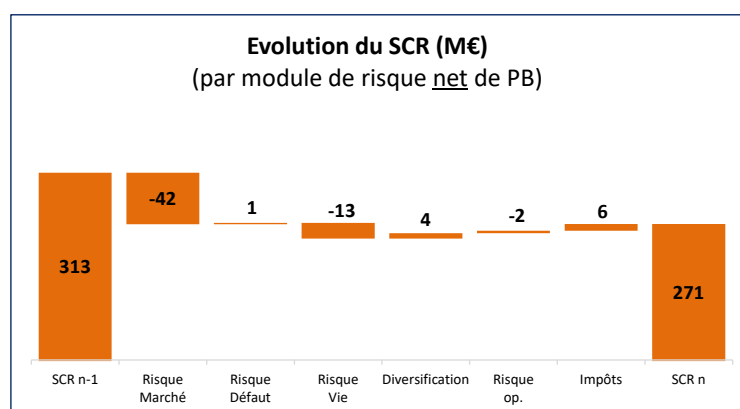
Les fonds propres économiques (norme solvabilité 2) valorisés à 732 M€, sont en augmentation de 267 M€ par rapport à 2018.



Les fonds propres évoluent principalement des éléments suivants :

- la valeur apportée par le chiffre d'affaires de l'année ; celle-ci est positive et est voisine du résultat comptable de l'année net des dividendes reversés à la SAS.
- des variations des écarts d'évaluation S1/S2 sur :
 - les actifs qui évoluent en fonction des taux d'intérêts et des spreads sur les titres obligataires, et des revalorisations de marché sur les autres titres.
 - les passifs qui évoluent notamment en fonction de la richesse latente du portefeuille d'actifs (à travers la PB future) et de l'évolution des taux sans risque (taux d'actualisation).
 - Les plus-values latentes ont augmenté de 264 M€ dont 184 M€ sur les obligations principalement du fait, à la fois, de la baisse des taux et de resserrements sur les spreads. Cette augmentation est complètement compensée par une augmentation des provisions techniques (276 M€).

F.3.2 - SCR



Le SCR 2019 est évalué à 271 M€, en diminution de 42 M€ par rapport à 2018. Cette variation s'explique principalement par le module de risque de Marché et notamment au niveau des sous-modules de risque de taux, d'immobilier, de spread et de concentration.

F.3.3 - Ratio

Le ratio de couverture du SCR s'établit à 270% en forte augmentation par rapport à 2018 du fait de la valorisation des PPE dans les fonds propres.

F.3.3.1 - Impact de la PPE

La PPE qui s'élève à 270,8 M€ dans le bilan comptable est valorisée à 259,5 M€ dans les fonds propres. Le tableau ci-dessous indique le détail des valeurs par portefeuille (en K€) :

(M€)	Comptabilisé au 31/12/N	Valeur retenue pour FP S2
PPE		
avenir	180,5	172
capital	83,8	81
Autres portefeuilles	6,5	6
Total	270,9	259,5
70% PPE		189,6

Hors prise en compte de la valeur des PPE, les fonds propres s'élèvent à 430 M€ et le ratio de couverture du SCR ressort à 174%.

Solvabilité Unofi-Assurances (M€)	2019 (31/12) avec PPE	2019 (31/12) sans PPE
Fonds propres	732,5	473,0
SCR	271,4	271,4
Ratio de couverture	270%	174%

F.3.3.2 - Correcteur de volatilité (VA)

Au 31/12/2019, le VA de la zone euro s'établit à 7 points de base.

Solvabilité au 31/12/2019 Impact du VA (M€)	2019 avec VA (1)	2019 sans VA (2)	Ecart (2) - (1)
Fonds propres	732,5	727,9	-4,6
Marge de solvabilité (SCR)	271,4	274,6	+3,2
Ratio de couverture	270%	265%	-5%

F.4 - Utilisation du sous module "actions" fondé sur la durée dans le calcul du SCR

Non concerné

F.5 - Différence entre formule standard et modèle interne

Non concerné

F.6 - Non-respect du MCR, non-respect du SCR

Les scénarios de chocs simulés dans les travaux ORSA n'ont pas montré de situation où le capital de solvabilité requis (SCR) ni le minimum de solvabilité requis (MCR) ne serait plus couvert par les fonds propres.

F.7 - Autres informations

Pas d'autres informations.

G - ANNEXES : ETATS QUANTITATIFS

S.02.01.01 – Bilan au 31/12/2019 – montants en euros (1/2)

S.02.01.01.01

Balance sheet

		Solvency II value	Statutory accounts value
		C0010	C0020
Assets			
Goodwill	R0010		
Deferred acquisition costs	R0020		
Intangible assets	R0030	0	0
Deferred tax assets	R0040	0	
Pension benefit surplus	R0050		
Property, plant & equipment held for own use	R0060	0	0
Investments (other than assets held for index-linked and unit-linked contracts)	R0070	5 929 835 842	5 406 194 660
Property (other than for own use)	R0080		
Holdings in related undertakings, including participations	R0090	24 686 398	2 443 134
Equities	R0100	486 827 093	368 823 090
Equities - listed	R0110		
Equities - unlisted	R0120	486 827 093	368 823 090
Bonds	R0130	4 495 459 966	4 180 632 423
Government Bonds	R0140	481 541 876	454 584 258
Corporate Bonds	R0150	4 013 918 090	3 726 048 166
Structured notes	R0160		
Collateralised securities	R0170		
Collective Investments Undertakings	R0180	922 862 386	854 296 013
Derivatives	R0190		
Deposits other than cash equivalents	R0200		
Other investments	R0210		
Assets held for index-linked and unit-linked contracts	R0220	621 472 387	621 472 387
Loans and mortgages	R0230	32 044 294	32 044 294
Loans on policies	R0240	1 309 976	1 309 976
Loans and mortgages to individuals	R0250		
Other loans and mortgages	R0260	30 734 318	30 734 318
Reinsurance recoverables from:	R0270	652 084 792	652 084 792
Non-life and health similar to non-life	R0280		
Non-life excluding health	R0290		
Health similar to non-life	R0300		
Life and health similar to life, excluding health and index-linked and unit-linked	R0310	597 670 814	598 058 872
Health similar to life	R0320		
Life excluding health and index-linked and unit-linked	R0330	597 670 814	598 058 872
Life index-linked and unit-linked	R0340	54 413 978	54 025 920
Deposits to cedants	R0350		
Insurance and intermediaries receivables	R0360	447 211	447 211
Reinsurance receivables	R0370	0	0
Receivables (trade, not insurance)	R0380	42 595 642	42 595 642
Own shares (held directly)	R0390		
Amounts due in respect of own fund items or initial fund called up but not yet paid in	R0400		
Cash and cash equivalents	R0410	420 015 550	420 015 550
Any other assets, not elsewhere shown	R0420		
Total assets	R0500	7 698 495 718	7 174 854 536

S.02.01.01 – Bilan au 31/12/2019 – montants en euros (2/2)

		Solvency II value	Statutory accounts value
		C0010	C0020
Liabilities			
Technical provisions – non-life	R0510		
Technical provisions – non-life (excluding health)	R0520		
Technical provisions calculated as a whole	R0530		
Best Estimate	R0540		
Risk margin	R0550		
Technical provisions - health (similar to non-life)	R0560		
Technical provisions calculated as a whole	R0570		
Best Estimate	R0580		
Risk margin	R0590		
Technical provisions - life (excluding index-linked and unit-linked)	R0600	5 759 872 226	5 538 274 539
Technical provisions - health (similar to life)	R0610		
Technical provisions calculated as a whole	R0620		
Best Estimate	R0630		
Risk margin	R0640		
Technical provisions – life (excluding health and index-linked and unit-linked)	R0650	5 759 872 226	5 538 274 539
Technical provisions calculated as a whole	R0660		
Best Estimate	R0670	5 713 555 750	
Risk margin	R0680	46 316 476	
Technical provisions – index-linked and unit-linked	R0690	596 155 967	629 083 423
Technical provisions calculated as a whole	R0700		
Best Estimate	R0710	581 849 467	
Risk margin	R0720	14 306 500	
Other technical provisions	R0730		
Contingent liabilities	R0740		
Provisions other than technical provisions	R0750		
Pension benefit obligations	R0760	126 802	
Deposits from reinsurers	R0770	560 157 134	560 157 134
Deferred tax liabilities	R0780	19 400 015	
Derivatives	R0790		
Debts owed to credit institutions	R0800	1 333	1 333
Financial liabilities other than debts owed to credit institutions	R0810		
Insurance & intermediaries payables	R0820	8 347 930	8 347 930
Reinsurance payables	R0830	5 534 164	5 534 164
Payables (trade, not insurance)	R0840	16 416 590	8 125 599
Subordinated liabilities	R0850		
Subordinated liabilities not in Basic Own Funds	R0860		
Subordinated liabilities in Basic Own Funds	R0870		
Any other liabilities, not elsewhere shown	R0880		
Total liabilities	R0900	6 966 012 162	6 749 524 123
Excess of assets over liabilities	R1000	732 483 557	425 330 413

S.05.01.01 – Primes, sinistres et dépenses 2019 – montants en euros

		Line of Business for: life insurance obligations					Life reinsurance obligations		Total	
		Health insurance	Insurance with profit participation	Index-linked and unit-linked insurance	Other life insurance	Annuities stemming from non-life insurance contracts and relating to health insurance obligations	Annuities stemming from non-life insurance contracts and relating to insurance obligations other than health insurance obligations	Health reinsurance		Life reinsurance
		C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270		C0280
Premiums written										
Gross	R1410	482 872 361	60 083 575						542 955 936	
Reinsurers' share	R1420	44 351 134	4 980 875						49 332 009	
Net	R1500	438 521 227	55 102 700						493 623 927	
Premiums earned										
Gross	R1510	482 872 361	60 083 575						542 955 936	
Reinsurers' share	R1520	44 351 134	4 980 875						49 332 009	
Net	R1600	438 521 227	55 102 700						493 623 927	
Claims incurred										
Gross	R1610	381 001 875	19 098 252						400 100 127	
Reinsurers' share	R1620	45 410 764	2 356 486						47 767 251	
Net	R1700	335 591 111	16 741 766						352 332 877	
Changes in other technical										
Gross	R1710	-360 603	0						-360 603	
Reinsurers' share	R1720	-34 067	0						-34 067	
Net	R1800	-326 536	0						-326 536	
Expenses incurred										
Gross	R1900	29 139 179	3 922 525						33 061 704	
Administrative expenses										
Gross	R1910	7 303 289	842 321						8 145 611	
Reinsurers' share	R1920									
Net	R2000	7 303 289	842 321						8 145 611	
Investment management										
Gross	R2010	5 490 322	446 103						5 936 425	
Reinsurers' share	R2020									
Net	R2100	5 490 322	446 103						5 936 425	
Claims management										
Gross	R2110	1 870 473	154 910						2 025 382	
Reinsurers' share	R2120									
Net	R2200	1 870 473	154 910						2 025 382	
Acquisition expenses										
Gross	R2210	12 742 847	1 936 093						14 678 939	
Reinsurers' share	R2220									
Net	R2300	12 742 847	1 936 093						14 678 939	
Overhead expenses										
Gross	R2310	1 732 248	543 099						2 275 347	
Reinsurers' share	R2320									
Net	R2400	1 732 248	543 099						2 275 347	
Other expenses									534 916	
Total expenses									33 596 620	
Total amount of surrenders									305 677 692	
	R2700	293 675 775	12 001 917							

S.12.01.01 – Provisions techniques Vie et Santé SLT au 31/12/2019 – montants en euros

		Insurance with profit participation	Index-linked and unit-linked insurance		Total (Life other than health insurance, including Unit-Linked)	
				Contracts without options and guarantees		Contracts with options or guarantees
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0150
Technical provisions calculated as a whole	R0010					0
Total Recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default associated to TP calculated as a whole	R0020					0
Technical provisions calculated as a sum of BE and RM						
Best Estimate						
Gross Best Estimate	R0030	5 713 555 750		129 094 724	452 754 743	6 295 405 218
Total recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re before the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0040	597 670 814		10 770 207	43 643 771	652 084 792
Recoverables from reinsurance (except SPV and Finite Re) before adjustment for expected losses	R0050	597 670 814		10 770 207	43 643 771	652 084 792
Recoverables from SPV before adjustment for expected losses	R0060					0
Recoverables from Finite Re before adjustment for expected losses	R0070					0
Total Recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0080	597 670 814		10 770 207	43 643 771	652 084 792
Best estimate minus recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re	R0090	5 115 884 936		118 324 517	409 110 972	5 643 320 426
Risk Margin	R0100	46 316 476	14 306 500			60 622 976
Amount of the transitional on Technical Provisions						
Technical Provisions calculated as a whole	R0110					0
Best estimate	R0120					0
Risk margin	R0130					0
Technical provisions - total	R0200	5 759 872 226	596 155 967			6 356 028 194
Technical provisions minus recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re - total	R0210	5 162 201 412	541 741 990			5 703 943 402
Best Estimate of products with a surrender option	R0220	0	0			0
Gross BE for Cash flow						
Cash out-flows						
Future guaranteed and discretionary benefits	R0230		489 889 605			5 891 308 617
Future guaranteed benefits	R0240	4 508 183 149				4 508 183 149
Future discretionary benefits	R0250	893 235 863				893 235 863
Future expenses and other cash out-flows	R0260	312 136 739	91 959 862			404 096 601
Cash in-flows						
Future premiums	R0270	0	0			0
Other cash in-flows	R0280	0	0			0
Percentage of gross Best Estimate calculated using approximations	R0290	0	0			
Surrender value	R0300	0	0			0
Best estimate subject to transitional of the interest rate	R0310	0	0			0
Technical provisions without transitional on interest rate	R0320					0
Best estimate subject to volatility adjustment	R0330	5 722 079 048	581 901 127			6 303 980 175
Technical provisions without volatility adjustment and without others transitional measures	R0340	5 768 525 734	596 168 070			6 364 693 804
Best estimate subject to matching adjustment	R0350	0	0			0
Technical provisions without matching adjustment and without all the others	R0360					0

S.23.01.01 – Fonds propres au 31/12/2019 – montants en euros (1/2)

S.23.01.01.01

Own funds

		Total	Tier 1 - unrestricted	Tier 1 - restricted	Tier 2	Tier 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Basic own funds before deduction for participations in other financial sector as foreseen in article 68 of Delegated Regulation						
Ordinary share capital (gross of own shares)	R0010	54 137 500	54 137 500			
Share premium account related to ordinary share capital	R0030					
Initial funds, members' contributions or the equivalent basic own - fund item for mutual and mutual-type undertakings	R0040					
Subordinated mutual member accounts	R0050					
Surplus funds	R0070	259 471 504	259 471 504			
Preference shares	R0090					
Share premium account related to preference shares	R0110					
Reconciliation reserve	R0130	418 874 553	418 874 553			
Subordinated liabilities	R0140					
An amount equal to the value of net deferred tax assets	R0160					
Other own fund items approved by the supervisory authority as basic own funds not specified above	R0180	0	0			
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds						
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds	R0220					
Deductions						
Deductions for participations in financial and credit institutions	R0230					
Total basic own funds after deductions	R0290	732 483 557	732 483 557			
Ancillary own funds						
Unpaid and uncalled ordinary share capital callable on	R0300	0,00				
Unpaid and uncalled initial funds, members' contributions or the equivalent basic own fund item for mutual and mutual - type undertakings, callable on demand	R0310	0,00				
Unpaid and uncalled preference shares callable on demand	R0320	0,00				
A legally binding commitment to subscribe and pay for subordinated liabilities on demand	R0330	0,00				
Letters of credit and guarantees under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0340	0,00				
Letters of credit and guarantees other than under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0350	0,00				
Supplementary members calls under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0360	0,00				
Supplementary members calls - other than under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0370	0,00				
Other ancillary own funds	R0390	0,00				
Total ancillary own funds	R0400	0,00				
Available and eligible own funds						
Total available own funds to meet the SCR	R0500	732 483 557	732 483 557			
Total available own funds to meet the MCR	R0510	732 483 557	732 483 557			
Total eligible own funds to meet the SCR	R0540	732 483 557	732 483 557		0,00	0,00
Total eligible own funds to meet the MCR	R0550	732 483 557	732 483 557			
SCR	R0580	271 406 896				
MCR	R0600	122 133 103				
Ratio of Eligible own funds to SCR	R0620	269,88%				
Ratio of Eligible own funds to MCR	R0640	599,74%				

S.23.01.01 – Fonds propres au 31/12/2019 – montants en euros (2/2)

S.23.01.01.02

Reconciliation reserve

		C0060
Reconciliation reserve		
Excess of assets over liabilities	R0700	732 483 557
Own shares (held directly and indirectly)	R0710	0
Foreseeable dividends, distributions and charges	R0720	0
Other basic own fund items	R0730	313 609 004
Adjustment for restricted own fund items in respect of matching adjustment portfolios and ring fenced funds	R0740	0
Reconciliation reserve	R0760	418 874 553
Expected profits		
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Life business	R0770	0
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Non-life business	R0780	0
Total Expected profits included in future premiums (EPIFP)	R0790	0

S.25.01.01 – SCR (formule standard) au 31/12/2019 – montants en euros

S.25.01.01.01

Basic Solvency Capital Requirement

		Net solvency capital requirement	Gross solvency capital requirement	Allocation from adjustments due to RFF and Matching adjustments portfolios
		C0030	C0040	C0050
Market risk	R0010	233 696 899	763 806 169	0
Counterparty default risk	R0020	27 156 407	27 156 407	0
Life underwriting risk	R0030	46 831 540	107 605 231	0
Health underwriting risk	R0040	0	0	0
Non-life underwriting risk	R0050	0	0	0
Diversification	R0060	-43 903 695	-87 216 745	
Intangible asset risk	R0070	0	0	
Basic Solvency Capital Requirement	R0100	263 781 152	811 351 062	

S.25.01.01.02

Calculation of Solvency Capital Requirement

		Value
		C0100
Adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation	R0120	
Operational risk	R0130	27 022 965
Loss-absorbing capacity of technical provisions	R0140	-547 569 910
Loss-absorbing capacity of deferred taxes	R0150	-19 397 221
Capital requirement for business operated in accordance with Art. 4 of Directive 2003/41/EC	R0160	
Solvency Capital Requirement excluding capital add-on	R0200	271 406 896
Capital add-on already set	R0210	
Solvency capital requirement	R0220	271 406 896
Other information on SCR		
Capital requirement for duration-based equity risk sub-module	R0400	
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for remaining part	R0410	
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for ring fenced funds	R0420	
Total amount of Notional Solvency Capital Requirement for matching adjustment portfolios	R0430	
Diversification effects due to RFF nSCR aggregation for article 304	R0440	
Method used to calculate the adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation	R0450	
Net future discretionary benefits	R0460	893 235 863

S.28.01.01 – MCR au 31/12/2019 – montants en euros

S.28.01.01.03

Linear formula component for life insurance and reinsurance obligations

		C0040
MCR _L Result	R0200	131 036 943

S.28.01.01.04

Total capital at risk for all life (re)insurance obligations

		Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole	Net (of reinsurance/SPV) total capital at risk
		C0050	C0060
Obligations with profit participation - guaranteed benefits	R0210	4 571 499 209	
Obligations with profit participation - future discretionary benefits	R0220	803 857 231	
Index-linked and unit-linked insurance obligations	R0230	527 435 490	
Other life (re)insurance and health (re)insurance obligations	R0240	-	
Total capital at risk for all life (re)insurance obligations	R0250		0

S.28.01.01.05

Overall MCR calculation

		C0070
Linear MCR	R0300	131 036 943
SCR	R0310	271 406 896
MCR cap	R0320	122 133 103
MCR floor	R0330	67 851 724
Combined MCR	R0340	122 133 103
Absolute floor of the MCR	R0350	3 200 000
Minimum Capital Requirement	R0400	122 133 103